celle de la soumission, donnent au Gouvernement turc des avantages immenses, s'il sait en profiter. Un Servien se soumettrait-il à un Grec? Un Grec admettrait-il la supériorité d'un fils de la race slave ? L'un ou l'autre courberait-il la tête devant un Albanais ou un Bosniaque? Et cependant, tous ces peuples s'empressent de soutenir la Porte, lorsqu'elle ouvre une carrière à l'activité de ceux qui portent les armes, lorsqu'elle assure la tranquillité et les bienfaits d'une administration municipale à ceux qui cultivent le sol ou luttent dans la pénible arène de l'industrie et du commerce. Je suis convaincu que ces peuples ont le sentiment pratique de cette vérité, quoiqu'ils manquent peut-être de mots pour l'exprimer. Ils savent, si la Porte était renversée, quel torrent de sang serait versé, combien de dévastations et de désastres viendraient retentir jusqu'à nos oreilles lointaines. » (Ch. XI.)

« J'ai déjà fait remarquer que la tendance du changement qui s'opère dans l'administration

turque est de nationaliser, par la race et le langage et de fortes lignes géographiques, les populations qui dernièrement composaient son empire, tandis qu'en même temps, pour l'intérêt commun et le bon ordre intérieur, la suprématie de la Porte doit être soigneusement maintenue. Ramenée à son caractère primitif, il est impossible de concevoir une administration plus propre à concilier les intérêts si variés auxquels elle laisse toute la liberté nécessaire, en même temps qu'elle réprime les luttes et les convulsions inutiles et évite tous les dangers attachés aux expériences et aux innovations. » (Ch. XI.)

Ces passages, extraits de l'ouvrage de M. Urquhart, confirment ce que l'histoire nous avait montré de la supériorité des Turcs sur les autres races orientales, supériorité qui a fait d'eux le premier peuple de l'islamisme et les maîtres de Constantinople. La Turquie, c'est la pierre fondamentale de l'édifice d'Orient, mais cet édifice est encore à naître, et même la pierre qui doit lui servir de base a besoin d'être dé-

grossie et taillée. Le passé des Turcs a été grand par les résultats qu'il a produits, mais, pour justifier les espérances bien plus grandes encore que ce passé fait concevoir, la transformation qu'ils doivent subir n'est pas achevée.

Sans doute l'affection et l'attachement des populations voisines leur est assurée, mais c'est à partir du jour où ils auront commencé à être justes, et ils ne le seront qu'en désespoir de cause. Ils ne seront justes qu'après que des relations nouvelles auront remplacé celles tout empreintes encore de servitude qui existent entre les rayas et eux. La réforme de l'empire a commencé par la révolte des provinces tributaires, elle ne peut se terminer que par leur émancipation. Il faut que le lien antique de sujétion soit brisé, avant qu'un ordre hiérarchique nouveau puisse se former; il faut que la *nationalisation par la race, le langage et de fortes lignes géographiques* s'achève, avant que la suprématie de la Porte s'établisse, non seulement sur ses anciens sujets, mais encore

sur l'Orient, et étende une protection bienfaisante à des intérêts si multiples.

Les colonies de l'Occident sont émancipées. L'Amérique du nord a brisé les chaînes qui l'attachaient à l'Angleterre; l'Amérique du sud, celles qui l'attachaient à l'Espagne. Combien l'Angleterre n'a-t-elle pas gagné à la rupture de ce lien, qui a transformé pour elle une domination coûteuse et immorale en relations d'amitié fécondes par les richesses qu'elles produisent, par l'émulation qu'elles ont créée entre deux grandes nations? N'en sera-t-il pas bientôt de même pour l'Espagne? L'influence qu'elle est appelée à reprendre sur ses colonies ne doit-elle pas être bien plus profitable pour celles-ci et pour elle-même que le fut sa souveraineté? Mais la condition des rayas ne représente-t-elle pas en Orient ce qu'était en Occident celle des colons? N'y a-t-il pas aussi, dans les relations serviles qui unissent les peuples tributaires aux peuples souverains, une cause mutuelle d'affaiblissement et de démoralisation? La Turquie, depuis cinquante

ans, s'est épuisée en efforts inutiles pour maintenir ses rayas dans leur ancienne obéissance; elle ne possède plus aujourd'hui, sur le plus grand nombre, qu'une autorité nominale qu'elle s'efforce inutilement de maintenir : mieux éclairée, ne doit-elle pas vouloir elle-même échanger une domination ruinée dans sa base contre les relations nouvelles qu'une supériorité de fait doit établir entre elle et ses anciens sujets?

Aussi, avant de parler de la réorganisation intérieure de la Turquie, nous devons rechercher les nouvelles combinaisons politiques qui tendent à se produire autour d'elle, et qui doivent contribuer à fortifier sa puissance, non moins qu'à favoriser la prospérité de ses voisins.

CHAPITRE II.

—

GRÈCE.

« Les trente années écoulées de 1790 à 1820 opérèrent dans les idées et les espérances de la Grèce un changement complet qui provenait principalement de deux causes : l'influence acquise par la Russie dans les affaires d'Orient, à la suite de la paix d'Iassy, et les conséquences de la Révolution française. L'influence russe donna aux Grecs des espérances d'émancipation, de même qu'un moyen facile d'échanger individuellement l'obéissance à l'autorité ottomane, contre la protection de la cour de Saint-

Pétersbourg, par le moyen de l'ambassade russe à Constantinople. La Révolution française, en causant une forte demande de blé en Occident, stimula l'amour instinctif des Grecs pour le commerce et la navigation, et substitua à leur misérable trafic de côtes, avec de petites barques, des voyages de long cours et des spéculations étendues, avec de forts et vastes bâtimens. En faisant cesser la clôture du détroit entre l'Euxin et la Méditerranée, l'impératrice Catherine avait ouvert un débouché aux moissons de la Pologne et de la Russie méridionale. La ville nouvelle d'Odessa, bâtie sur un steppe de la Tartarie, avait attiré une multitude de Grecs, tous occupés de commerce; la guerre avait paralysé la marine marchande de France; celle d'Autriche, maintenant si florissante, n'existait pas encore. Ainsi, le commerce de la mer Noire tomba sans concurrence dans les mains de quelques insulaires de la mer Égée. L'impulsion une fois donnée se communiqua avec une singulière rapidité; à Constantinople, Smyrne, Salonique; dans tou-

tes les grandes villes de l'empire turc, à Odessa, Trieste, Livourne; dans tous les principaux ports de l'Europe, on vit s'établir d'opulentes maisons grecques. En 1816, le nombre de bâtimens appartenant à des sujets chrétiens de la Porte, armés dans les ports et les îles de la Thrace, de la Macédoine et de la Grèce, s'élevait à six cents, employant dix-sept mille matelots, et armés de six mille pièces de canon. Mais ce ne fut pas sur les côtes seulement que le commerce s'étendit; le mouvement se communiqua aux vallons fermés du Pinde, de l'Ossa, du Cyllène. Les manufactures de laine de Thessalie et d'Épire, l'huile de Crète, les raisins de Corinthe, la soie et les autres denrées du Péloponnèse rapportèrent des sommes considérables et vivifièrent des contrées jusque-là pauvres et négligées.

» On sait que le commerce contribue essentiellement au progrès des connaissances et de la civilisation, et que les Grecs sont aussi désireux que capables d'apprendre. En général, la mar-

che des connaissances est lente et graduelle; mais, parmi ce peuple, elle ressembla à une explosion soudaine; ce fut quelque chose de presque miraculeux, une révolution d'idées qui contrastait singulièrement avec le flegme et la patiente immobilité des autres rayas; à peine l'exemple avait-il été donné par quelques unes des principales familles de Constantinople; à peine l'étendard avait-il été levé, et des secours avaient-ils été offerts par quelques riches marchands établis à l'étranger, qui prenaient un vif intérêt à l'amélioration du sort de leurs concitoyens, que, de tout côté, on vit surgir des écoles, des colléges, des bibliothèques. Dans la capitale, à Smyrne, à Chios, à Kidonia, à Jannina, dans les moindres petites villes, la jeunesse grecque courait à l'acquisition de la science sous les auspices d'habiles professeurs: l'instruction pénétrait même dans les villages, et les lumières, emprisonnées jusque-là dans les palais du Fanare et les cloîtres du mont Athos, s'étendaient rapidement à travers les provinces, tellement que (pour employer les paroles d'un ouvrage nouveau) ceux qui voyaient la Grèce une année pouvaient à peine la reconnaître l'année suivante. Au milieu de cette diffusion de la richesse et de l'éducation, la voix du patriotisme, si long-temps oubliée, commença à se faire entendre, et la *gloire passée de l'Hellénie* non seulement devint un thème familier au littérateur dans son cabinet, mais retentit aux oreilles du klephte sur les montagnes, du marin sur les eaux, et du commerçant derrière son comptoir (38). »

C'est en ces termes qu'un honorable philhellène, auteur d'une excellente histoire de la révolution grecque, M. Gordon, rend compte du mouvement régénérateur qui se manifesta en Grèce il y a cinquante ans, qui excita justement l'admiration de l'Europe, et qui finit par amener l'émancipation des Grecs. Les circonstances de ce dernier évènement sont assez connues pour qu'il soit inutile de les rappeler ici.

L'ouvrage de M. Urquhart contient aussi les

plus honorables témoignages en faveur de la nation grecque ; c'est parmi les Grecs surtout qu'il a vécu ; c'est parmi eux qu'il a formé ses idées sur l'Orient. La Grèce est la nation qu'il aime de prédilection.

« J'ai vu, dit-il, les Grecs comme patriotes et comme soldats, comme bandits et comme pirates ; je les ai vus manger le pain du travail, de la chicane et de la violence ; j'ai visité chaque partie de la Grèce ancienne et moderne, depuis les frontières de la Pannonie, de la Dacie et de l'Illyrie jusqu'aux rivages méridionaux de la Crète. Mon expérience me donne donc le droit de proclamer que les Grecs, autant que j'ai pu les connaître, sont le peuple du monde le plus aisé à conduire, le plus difficile à forcer (*the easiest people iu the world to lead, and the most difficult to dirive*), et qu'au milieu de toutes les différences qui les distinguent, deux ressorts principaux sont toujours en activité chez eux ; le désir de s'instruire et l'amour du gain. »

Il y a un troisième mobile qui, chez les Grecs,

domine toujours ceux que l'auteur a signalés, le désir de la gloire ; c'est parce que les Grecs aiment encore la gloire, comme ils l'ont toujours aimée, qu'ils sont appelés à reprendre, parmi les peuples, le rang qu'ils ont jadis occupé.

C'est parmi les Grecs que M. Urquhart a trouvé les modèles de ce système communal, qui lui paraît devoir servir de base à la réorganisation de la Turquie européenne ; c'est parmi eux qu'il a choisi les exemples qu'il a cités. Le système communal a permis aux Grecs de conserver intactes leur langue, leur nationalité et leur religion, élémens qui ont péri là où ce système n'existait pas. Le système communal a créé ou entretenu parmi les Grecs cet esprit d'association auquel ils ont dû récemment leur prospérité commerciale et leur indépendance nationale. On lira avec le plus grand intérêt, dans l'ouvrage qui nous occupe, les détails donnés par l'auteur sur cette communauté si extraordinaire d'Ambelakia en Thessalie, qui avait déjà

fixé, il y a quarante ans, l'attention de M. Félix de Beaujour, et avait été signalée par lui dans son ouvrage sur le commerce de la Grèce. Cette communauté, à l'époque de la Révolution française, étendit ses opérations sur une partie de l'Asie et de l'Europe, offrit au monde le premier exemple d'une association industrielle accordant des droits égaux aux capitalistes et aux travailleurs, admettant les uns et les autres au partage des bénéfices, et défrayant les dépenses de la communauté sur les profits généraux de l'entreprise (t. I, p. 101). On lira avec un égal intérêt les renseignemens sur la société des mines de la Chalcidie (p. 111) et sur cette navigation *à la part* des îles de Spezzia et d'Hydra, qui ont ressuscité de nos jours l'esprit d'entreprise commerciale, la richesse et le courage militaire des républiques du moyen-âge (p. 102). L'auteur aurait pu ajouter d'autres exemples à ceux qu'il a cités; il aurait pu parler de cette association des négocians grecs de Constantinople, créée sous Sélim III, et qui subsista jusqu'à

la révolution (32 *bis*); il aurait pu montrer d'importantes cités commerciales, particulièrement dans l'Épire, les cités de Mezzovo, Calaritès, Jannina, enfantées sous la tyrannie turque, par ce même esprit d'association municipale. Enfin, il aurait pu dire comment ce fut à une *hétérie*, c'est à dire une association, que la Grèce fut redevable de sa liberté.

« C'est là, dit M. Urquhart, ce qui explique comment la révolution grecque apparaissait une impossibilité à ceux qui avaient observé les Grecs antérieurement et jugé seulement d'après les apparences. Cependant, peu de jours après que la croix blanche de Constantin eut été replacée, comme l'ancien emblème national, il y eut une assemblée de Grecs *libres*. A travers toute la révolution, un sage attachement s'est toujours manifesté pour une forme de gouvernement représentative. A quoi peut-on attribuer cette conviction, ou plutôt ce sentiment national, si ce n'est à l'influence éloignée du système municipal? Et il en est de même des habitudes

paisibles et laborieuses du peuple, sous l'influence de causes si démoralisantes, habitudes auxquelles le comte Bulgari, sous la dictée de Capo-d'Istria, rendait le témoignage suivant, dans une dépêche au comte de Nesselrode : « C'est un phénomène remarquable de voir tout » un peuple, après sept années de guerre et d'a- » narchie, reprendre ses habitudes paisibles de » travail et de soumission à la loi, sans y être » contraint par aucun moyen violent. La tran- » quillité qui règne dans la Grèce insulaire et » continentale, la sécurité des routes, l'absence » de tout désordre et de tout crime, si communs » ordinairement chez un peuple qui s'affranchit » du double joug de la tyrannie et de la révolu- » tion, prouvent, jusqu'à l'évidence, que la Grèce » est digne du bon gouvernement dont elle peut » déjà apprécier les effets (t. I, p. 135). »

Ce noble caractère, que le peuple grec n'a jamais démenti au milieu des circonstances difficiles qu'il a traversées depuis l'époque de Capo-d'Istria, qu'il a déployé de nouveau après

l'installation du gouvernement royal, a dû inspirer aux hommes qui l'ont connu une grande idée de son avenir.

«Maintenant, dit M. Urquhart, que la Grèce a pris une forme régulière et définitive, elle n'a plus besoin du secours des sympathies classiques qui ont tant contribué à lui donner de l'importance. Désormais ce n'est plus seulement son sol, son costume, son langage, ses ruines qui intéressent; ce n'est même plus la délivrance des rocs de la mer Égée ou des montagnes du Péloponnèse qui doit servir de récompense à l'une des œuvres les plus nobles et les plus désintéressées de la diplomatie, c'est la régénération politique de l'Orient que nous avons commencée dans la Grèce, c'est l'émancipation du commerce de l'Orient que nous avons effectuée. La Grèce se doit elle-même à l'accomplissement de ces deux grandes et philanthropiques entreprises.

» L'indépendance politique de la Grèce élevera le raya turc et rendra obligatoire la réorgani-

sation de la Turquie. Les bâtimens légers de la Grèce fréquenteront les moindres replis des rivages de l'Égée, de l'Euxin; ses marchands, combinant leurs connaissances et leur expérience locales avec leurs relations européennes, forts maintenant de leur indépendance politique, se répandront sur toute la surface de la Turquie, fourniront à ses besoins, stimuleront ses goûts, enleveront le surplus de ses produits, et, en augmentant sa prospérité, multiplieront ses demandes. La Grèce deviendra un grand entrepôt qui distribuera les produits manufacturés de l'Angleterre aux districts environnans de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, et recevra les retours fournis par ces contrées. Elle sera tout entière comme un port libre, pour lier ensemble le commerce de l'Orient et celui de l'Occident.

» Cette mission semble particulièrement réservée à la race grecque; par les armes, elle l'avait déjà presque accomplie, il y a deux mille ans; par les arts, il y a mille ans, elle avait subjugué les Sarrasins victorieux; et le philosophe

de cet âge, considérant l'union de la législation arabique et de la science grecque, aurait pu, ce semble, espérer avec confiance la fin de cet état de barbarie qui, pendant si long-temps, a tenu l'Europe et l'Asie distinctes et séparées, et les a rendues aussi étrangères l'une à l'autre, que s'il y avait eu entre les deux un vaste espace désert. Le torrent débordé de la Tartarie, l'inertie de plomb du despotisme turc ont retardé, pendant cette longue période, le progrès de l'instruction dans le précoce Orient, et l'ont empêché de correspondre à celui de l'Occident. Mais maintenant sous l'empire de circonstances bien différentes, cette conquête, deux fois presque accomplie par la Grèce, semble devoir se réaliser, non par les armes, non par la science, mais par le premier bienfaiteur des hommes et des nations, par le commerce.

» Combien ne doit-on pas regretter que le cours fécond du trafic, entre l'Inde et notre pays, ait dû si long-temps passer inutile à travers l'Atlantique et l'océan Indien; espérons que le change-

SISMANOGLIO MEGARO

ment des circonstances, soit dans notre patrie, soit dans l'Orient, va ramener ce trafic à sa route la plus directe et la plus naturelle. Aucune mesure ne pourrait contribuer aussi essentiellement à la réorganisation politique des contrées intermédiaires, réorganisation dont la prospérité commerciale est une conséquence. La communication par la mer Rouge va subir l'épreuve de la pratique, et un officier, aussi distingué qu'entreprenant, a dernièrement exploré le cours de l'Euphrate, depuis le point le plus rapproché de Scanderoum jusqu'au golfe Persique. Dans ces circonstances, de quelle importance n'est-il pas pour nous d'avoir à notre service un port libre comme la Grèce, et un corps de négocians, de voituriers, de brocanteurs, comme les Grecs? »

« Cependant, ajoute l'auteur, la grandeur future de la Grèce et son importance pour l'Europe ne seraient que le rêve d'un visionnaire, si l'on ne s'occupait, dès aujourd'hui, d'établir les bases sur lesquelles elles doivent re-

poser. Nous avons le plus vif intérêt à nous assurer de la solidité des matériaux et de l'habileté des ouvriers; s'il y a des erreurs commises, le blâme comme le dommage retomberont sur nous. »

Ce devoir envers l'Europe et la Grèce, M. Urquhart s'est lui-même efforcé de le remplir dans le chapitre intitulé : *Politique et Avenir de la nouvelle Administration;* il a signalé les écueils semés sur la route du gouvernement qui vint prendre possession de la Grèce en 1833, et indiqué les moyens par lesquels il pouvait échapper au naufrage. Il a compris et montré que le danger consistait surtout dans la prédilection beaucoup trop exclusive en faveur des institutions européennes, et le sentiment de défiance à l'égard du régime oriental, que les nouveaux administrateurs devaient avoir puisé dans leur carrière antérieure, et qui devait exister jusque dans la nation grecque elle-même, par suite de sa haine contre tout ce qui rappelle la domination turque. Les assemblées nationales de la

Grèce, et même Capo-d'Istria, ont mérité le reproche de sacrifier beaucoup trop à cette manie de l'européanisme. Sans doute, il fallait doter la Grèce des bienfaits d'un gouvernement central; il fallait délivrer le peuple de la tyrannie que les capitaines et la petite aristocratie des campagnes, sous le nom de primats et d'archontes, avaient pris l'habitude d'exercer sur lui à l'époque de la domination turque (39). Mais cette tâche était facile; nulle part les dispositions du peuple ne sont plus favorables qu'en Grèce à l'établissement d'une autorité régulière; l'autorité d'un roi surtout devait être acceptée par les Grecs avec enthousiasme. « Leur plus grand désir est d'être compris dans la famille européenne, dit M. Urquhart, et non seulement comme gage de cette union, et afin de mettre un terme aux dissensions intérieures, mais aussi par point d'honneur national, ils désirent être gouvernés par un prince appartenant à une maison royale. Si le nouveau roi ne réussit point à se concilier l'affection de ses sujets, la faute n'en sera cer-

tainement pas au titre dont il est revêtu. Les Grecs seront si heureux de pouvoir montrer aux Turcs un prince européen placé à leur tête, et de posséder un point central d'autorité et d'administration, qu'ils seront même disposés à supporter beaucoup et à pardonner beaucoup, excepté cependant et toujours l'intervention du Gouvernement dans les affaires municipales, et la présence des agens fiscaux. » M. Urquhart recommande encore de maintenir les habitudes et les institutions municipales, de conserver le système d'impôt direct et de liberté absolue de commerce, conséquence de ces institutions et gage de la grandeur future du pays; il pense que le régime le plus propre à la Grèce serait une sorte de combinaison fédérative qui assurât au Gouvernement l'action la plus forte et la plus rapide sur tout ce qui rentre dans les attributions du pouvoir central, et laissât en même temps aux autorités locales toute la liberté que rendent nécessaire, et la nature même du pays et les habitudes contractées sous la domination turque.

SISMANOGLIO

Tels sont les conseils que M. Urquhart adressait, en 1833, à la nouvelle régence du royaume de Grèce. Et trois ans après, cette année même, un article inséré dans une revue anglaise (40), s'appuyant sur les révélations faites par un des membres de la régence grecque, M. de Maurer, est venu comparer ce qu'on avait fait avec ce que M. Urquhart avait dit, montrer comment les dangers qu'il avait prévus s'étaient réalisés, comment, enfin, l'administration de la régence avait trompé l'attente de l'Europe.

Nous-même, à cette époque, nous nous trouvions en Grèce, et nous pûmes y observer de près les évènemens dont ce pays fut le théâtre.

La Grèce n'est pas, comme on le croit trop communément, un pays habité par une population turbulente, adonnée au pillage et à la guerre. Les klephtes, race célèbre, ne se trouvaient que dans la Grèce continentale, dans les montagnes de la Thessalie et de l'Épire, où ils avaient réussi, les armes à la main, à maintenir leur indépendance contre les Turcs ; tout le reste

de la population grecque se compose d'agriculteurs, de pasteurs, de marchands, de marins, et comme cela se voit dans tous les pays du monde, ces agriculteurs, ces pasteurs, ces marchands, ces marins, désirent avant tout la paix et la tranquillité, afin de semer et de recueillir, afin de travailler et de profiter. La nation grecque se distingue même, comme on l'a vu, par son extrême facilité à se conformer à tous les désirs du pouvoir ; et sans parler de cette heureuse disposition du caractère national, il est tout simple qu'un pays où la population est peu nombreuse et où les bonnes terres sont encore disponibles doive offrir plus de facilité que tout autre à l'action d'un gouvernement sage et bienveillant.

La nation grecque, à la comparer classe pour classe, peut soutenir le parallèle avec les nations de l'Occident. Sans doute on ne trouve pas aujourd'hui, en Grèce, ces natures transcendantes que la culture des sciences et des arts, l'élégance des mœurs, l'influence des richesses,

forment dans nos sociétés d'Occident; mais si l'on veut mettre en regard les paysans, les marins, les négocians, les propriétaires campagnards de la Grèce et ceux de tout autre pays, il est douteux que ceux-ci obtiennent l'avantage sous le rapport de l'intelligence et même sous celui de la moralité. La position extraordinaire dans laquelle s'est trouvée la génération actuelle, les efforts qu'elle a dû faire pour conquérir son indépendance, l'attention avec laquelle elle a dû observer les grands évènemens politiques de l'Europe, qui tous avaient une influence plus ou moins directe sur sa destinée, ont développé d'une manière étonnante son intelligence. C'est avec surprise que l'étranger entend le moindre paysan raisonner sur les affaires de son pays et sur la politique de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

Malheureusement, ces rapports intimes, qui rattachent la destinée de la Grèce aux intérêts politiques de l'Europe entière, ont fait de cette contrée, depuis son émancipation, une sorte de

champ de bataille où les puissances ennemies qui craignaient de se combattre sur leur propre terrain venaient se mesurer et essayer leur force. « La Grèce, a dit M. Gordon, a été *un ballon pour le pied des diplomates.* » Et ce mot, écrit il y a quatre ans, n'a pas cessé d'être vrai. La Grèce, depuis quatre ans, a continué de se débattre entre la France, qui veut sincèrement son indépendance et appuie le parti national, la Russie qui veut sa désorganisation et appuie le parti fanatique et ignorant, l'Angleterre enfin, qui est l'ennemie des Russes, mais qui semble ne pas aimer davantage l'indépendance nationale, et qui, en cherchant à contrecarrer la France, n'a cessé, bien involontairement sans doute, de servir les projets de la Russie. La Grèce, depuis quatre ans, a surtout été sacrifiée à l'ambition d'un homme.

S'il pouvait rester quelques doutes sur le danger qu'il y a de confier à un étranger la direction du gouvernement d'un pays, l'exemple du président de la régence devrait convaincre les

plus incrédules. Le président de la régence, aujourd'hui archichancelier, avait perdu, lorsqu'il quitta la Bavière, la confiance de son ancien souverain, et l'avait perdue de manière à ne pas espérer de la recouvrer. Dès lors, toutes ses vues se tournèrent vers la Grèce. Il considéra le poste qu'il allait occuper comme l'acheminement à une souveraineté au moins de fait, et sa pensée se manifesta même tout d'abord par des prétentions dont ses collègues eurent quelque peine à triompher. Cependant, le président de la régence était étranger en Grèce; aucun lien naturel ne le rattachait au pays; il chercha à s'en créer de factices. Alors il fut obligé de prendre son point d'appui sur les partis que son devoir était de comprimer. Il s'adressa d'abord au parti national, qu'il avait jugé avec raison être le plus fort. Repoussé par ce parti, qui ne voulait point d'une influence étrangère, quelle qu'elle fût, il s'adressa aux hommes de la Russie, au parti de Capo-d'Istria. Il alla même, dit-on, jusqu'à favoriser les vues séditieuses de ce parti, pour

faire croire à la faiblesse d'un gouvernement qui n'était pas sous sa direction absolue, pour obtenir l'accroissement de son pouvoir personnel.

Depuis l'arrivée de la régence, au mois de février 1833, trois grandes insurrections ont éclaté en Grèce; et à chaque fois la voix publique a reproché au président de la régence d'avoir été le véritable instigateur de ces insurrections. Certes, nous nous ferions scrupule d'attester, en l'absence de preuves positives, la vérité des accusations qui ont circulé contre le président de la régence, et que nous reproduisons; mais il est aussi de notre devoir de dire que le chef de la conjuration de 1833, le célèbre Colocotroni, fut convaincu d'avoir agi de complicité avec le secrétaire intime du président; qu'après avoir vu la peine de mort commuée pour lui en une prison perpétuelle, il a été, il y a quelques mois, mis en liberté, décoré du titre de conseiller d'État et de grand cordon de l'Ordre du Sauveur. Nous devons dire que les chefs du

complot de 1834 furent livrés à une commission nommée arbitrairement par le président de la régence, que cette commission laissa impunis les principaux coupables et ne fit tomber sa sévérité que sur quelques malheureux paysans. Nous devons dire enfin que, dans la dernière insurrection de l'Acarnanie, insurrection que les Grecs ont prétendu avoir été préparée pour obtenir la concession de la troisième série de l'emprunt des 60 millions, et qui pourrait bien avoir ce résultat, l'homme qui avait été l'instigateur de la révolte et avait armé les chefs contre le Gouvernement, changeant tout à coup de conduite, a obtenu un rang élevé dans l'armée et les plus honorables distinctions.

En même temps qu'entraîné par son ambition, le président de la régence jouait, avec les factions, ce jeu si dangereux pour la Grèce, pour la royauté, pour lui-même, il cherchait à éloigner ceux dont la présence contrariait ses pensées de domination, ceux surtout dont le talent portait ombrage à son amour-propre. Le mois

de juillet 1834 vit rappeler les deux membres de la régence auxquels appartient tout ce qui s'est fait d'important en Grèce, sous le rapport administratif et pour le réglement des affaires ecclésiastiques et judiciaires. Le 1er juin 1835, époque de la majorité du roi, vit s'éloigner deux autres membres de la régence, dont l'un est connu par son ancien attachement pour la Grèce, et dont l'autre a eu le mérite de doter la Grèce, malgré la résistance obstinée du président, de quelques bonnes lois économiques dans lesquelles résident aujourd'hui toutes les espérances d'améliorations pour l'avenir matériel du pays. Nous nous rappelons combien il fallut de persévérance de la part de cet habile financier, pour obtenir du président de la régence la rédaction d'un budget qui n'était bon, disait celui-ci, qu'*à entraver la marche du Gouvernement.*

Débarrassé de ses collègues, et même de la plupart de ses compatriotes, l'archichancelier rencontra un nouvel obstacle aux projets qu'il avait, disait-il, conçus pour la grandeur de la

Grèce : c'était la résistance du roi lui-même; il n'en fit point mystère, et même s'en plaignit hautement. Aujourd'hui, le roi s'est éloigné, et le dernier obstacle qui s'opposait à l'accomplissement des grandes vues de l'archichancelier est levé; il est demeuré *seul*.

Le temps est venu pour lui de donner sa mesure; car jusqu'ici nous ne connaissons de l'archichancelier qu'un seul acte qui lui appartienne en propre; c'est d'avoir désorganisé la cour des comptes, établie par ses collègues, et qui avait déjà rendu de si grands services au pays; c'est d'avoir obligé, à force de dégoûts, le rigide administrateur qui présidait cette cour, et l'avait créée, à donner sa démission.

On demandera sans doute comment une pareille marche a pu être continuée sans interruption depuis bientôt quatre années, et cela sous la protection de l'Europe, et chez une nation qui a prouvé qu'elle savait, au besoin, se faire respecter. Tant d'assurance d'une part,

tant de patience de l'autre seraient en effet inconcevables, si l'énigme ne s'expliquait par l'état actuel de la diplomatie européenne, et par la situation où s'est trouvé le peuple grec. La France, absorbée par sa politique intérieure et les affaires d'Occident, est demeurée indifférente à ce qui se passait en Grèce, et en consentant au rappel des deux membres de la régence révoqués en 1834, a sacrifié bénévolement l'influence que tant de bienfaits devaient lui assurer auprès du Gouvernement, et qu'elle n'a heureusement pas encore perdue auprès de la nation. La Russie a favorisé avec plaisir, quoique sous main, des vues qui favorisaient ses projets de désorganisation. L'Angleterre, qui, depuis des années, cherche vainement à se créer un parti à elle dans le pays, a pensé qu'elle trouverait dans un étranger ce qu'elle n'avait pu trouver chez les Grecs; elle a pensé s'être fait dans le président de la régence une *créature*. L'Autriche elle-même n'a pas découragé des projets qui devaient, tôt ou tard, rendre son interven-

tion nécessaire. Ne devait-elle pas cependant regarder son influence comme suffisamment assurée par les rapports naturels de voisinage et d'intérêt qui existent entre elle et la Grèce, et qu'elle a su cultiver avec autant de soin que d'habileté ?

C'est ainsi que la diplomatie européenne a favorisé les projets du président de la régence, sans parler du plus grand de tous les appuis, de l'argent qu'elle lui a donné, et sans lequel il n'aurait jamais pu mettre de côté si complètement les intérêts nationaux.

Le peuple grec, de son côté, ne manquait pas de raison de se montrer patient. Il n'y avait en Grèce, ni assemblée, ni aucune espèce de contrôle national. La presse était libre, il est vrai, et faisait même usage de sa liberté avec une énergie remarquable ; le président de la régence, malgré tout le désir qu'il en a, malgré les représentations dont il a été assailli, n'a pas encore osé supprimer la liberté de la presse. Mais l'éloignement de l'Europe, la difficulté des communications, le peu d'importance attachée aux affaires de la Grèce, ont rendu inefficace l'opposition de la presse grecque. D'ailleurs, la nation était toute fière de posséder enfin un monarque européen ; elle s'imaginait que la moralité la plus pure, l'honneur, la sagesse même allaient présider aux actes de la nouvelle administration ; les poètes célébraient à l'avance les vertus du président de la régence ; un nouvel âge d'or allait commencer. Ce fut avec une sorte de stupéfaction et d'incrédulité que les Grecs virent leur attente si cruellement déçue, et l'homme même envoyé par l'Europe pour régénérer la Grèce, se livrant à des intrigues au moins aussi profondes, et certainement beaucoup plus vastes et plus savantes que toutes celles qui avaient jamais eu cours dans le pays. L'administration de l'archichancelier n'aura eu pour la Grèce qu'un avantage réel, mais celui-là est immense ; il aura corrigé la nation de son engouement pour l'Europe, il lui aura rendu confiance en elle-même et dans les institutions qu'elle

SISMANOGLIO

tient de ses pères; elle aura mis en présence la moralité politique de l'Orient et celle de l'Occident, et prouvé que la première peut quelquefois, sans trop de présomption, soutenir le parallèle. Elle aura aussi, nous l'espérons, rendu impossible toute nouvelle tentative qui aurait pour but de confier, en Orient, à d'autres qu'à des nationaux, non pas des emplois d'une nature purement spéciale, mais les hautes fonctions administratives, auxquelles se rattache la direction des affaires du pays. Enfin, le premier besoin de la Grèce épuisée par tant de siècles de souffrance est l'ordre et le repos; les Grecs, qui ont attendu tant d'années le moment favorable pour se délivrer du joug des Turcs, ont bien pu aussi confier à l'avenir le soin de mettre un terme au singulier système d'administration dont le comte d'Armansperg leur a fait faire l'épreuve.

En face de ce chef de régence étranger, se trouvait, dans le ministère, un Grec, un homme qui, après avoir passé sa jeunesse dans

les écoles d'Italie, avait travaillé à l'indépendance de sa patrie, long-temps même avant que la révolution éclatât, qui avait couru aux armes lorsque le moment était venu, qui avait occupé une place éminente dans les divers gouvernemens nationaux, qui avait exercé enfin depuis quinze ans, sur la politique de son pays, une influence d'autant plus sûre et plus puissante, qu'il avait eu soin lui-même de la rendre moins apparente et moins sensible. Son habileté, sous ce rapport, et son dévouement ont été si grands, que son nom était demeuré presque inconnu en Occident, à l'époque où la renommée était prodigue de faveurs pour toutes les illustrations de la révolution grecque. On a reproché à la Grèce de n'avoir eu ni Washington ni Bolivar; c'était peut-être faire l'éloge de cette nation, qui voulait avoir avec l'Europe le lien d'une race royale. Quoi qu'il en soit, si elle n'eut ni Washington ni Bolivar, la Grèce eut au moins un homme qui comprit qu'elle voulait un roi, et qui, à travers toutes les crises de la guerre de l'indé-

pendance, dirigea dans ce sens la politique de son pays. Deux fois vainqueur de ses rivaux su le champ de bataille, deux fois possesseur d'un pouvoir presque souverain, cet homme ne se laissa cependant jamais étourdir par le succès, et ne fit servir la puissance qu'il avait acquise qu'à préparer l'établissement de la monarchie. En 1832, par son triomphe sur la faction armée de Capo-d'Istria, il avait sauvé la royauté avant même que le roi Othon eût débarqué en Grèce; après l'installation du Gouvernement, dans le nouveau poste qui lui fut assigné, il ne montra pas moins de zèle et d'habileté à défendre la monarchie. Ce fut lui qui déjoua la conjuration de Colocotroni, qui étouffa, un an après, l'insurrection de la Messénie; et, si les coupables échappèrent au châtiment qu'ils avaient mérité, ce ne fut pas à lui qu'on put le reprocher. Grec de cœur, il défendit constamment les institutions et les habitudes nationales contre les invasions de l'européanisme. Seul entre ses collègues du ministère, il conserva le costume national qui,

maintenant, ne périra plus, puisqu'il a été adopté pour l'armée et revêtu par le roi lui-même. Il a constamment soutenu la cause de l'armée grecque contre celle des troupes allemandes, troupes presque entièrement composées de recrues prises dans les différentes parties de l'Allemagne, et sans affection pour leur nouvelle patrie. Par son influence, le corps de la gendarmerie fut organisé, corps entièrement composé d'anciens soldats, et qui se montra bientôt, par son courage, son zèle et son intelligence, l'égal des meilleures gendarmeries d'Europe. C'est à lui encore qu'est dû le rétablissement des bataillons de palikares, création militaire vraiment grecque, moitié régulière, moitié irrégulière, troupes dont Capo-d'Istria, avant le gouvernement royal, avait reconnu le courage et la fidélité. Secondé par les anciens membres de la régence, il s'occupa, avec non moins de succès, des intérêts économiques du pays. Croirait-on que, depuis l'expulsion des Turcs, la grande masse des terres cultivables qui leur appartenaient n'a pas encore

été répartie, et que les paysans de la Grèce sont encore aujourd'hui presque tous sans propriété? Dans un pays qui contient quatre ou cinq millions de bêtes à laine, la répartition des pâturages n'avait pas non plus été faite, et ce désordre donnait lieu à des querelles sans cesse renaissantes. Enfin, le système de perception des dîmes, usité sous les Turcs, avait été remplacé par un système tout à fait oppressif; il fallait d'ailleurs remplacer la dîme elle-même par un impôt meilleur. Tels étaient les désordres auxquels le ministre de l'intérieur, avec les anciens membres de la régence, s'occupa de porter remède. Le chef du Gouvernement, loin de favoriser, repoussa, aussi long-temps qu'il le put, les dispositions qui devaient régler ces objets d'une importance vitale; et c'est là ce qui rend encore plus admirable la patience montrée par le peuple grec.

Distingué par sa probité, que le soupçon n'a jamais atteinte, par son honnêteté politique, par sa bonté, que jamais n'a ternie le moindre em-

portement; affable avec ses compatriotes, prévenant avec les étrangers dont il aime à utiliser les talens pour donner à sa patrie ce qui lui manque; animé d'un patriotisme qui ne s'est jamais démenti; prêt à supporter toutes les souffrances, l'injustice même, s'il le faut, dans l'intérêt de la mission politique qu'il s'est conçue, il manquait peut-être à cet homme, depuis long-temps absent de l'Europe, et renfermé dans la sphère des évènemens de la révolution grecque, de mieux connaître l'Occident et ces combinaisons de politique européenne, auxquelles sont indissolublement liées les destinées de sa patrie. Il fallait aussi peut-être que lui-même fût mieux connu hors de la Grèce, et si les calculs de ses adversaires l'ont amené au poste où il pouvait le mieux acquérir les avantages dont il avait encore besoin pour servir, comme il le voulait, sa patrie et son roi, c'est là, en réalité, une faveur dont il ne peut que se féliciter. Il a trop fait pour la cause du peuple et de la monarchie en

Grèce ; il représente d'une manière trop supérieure le génie de sa nation, pour que les destinées auxquelles la Grèce peut aspirer dans un prochain avenir s'accomplissent autrement que par son concours et ses inspirations.

Si, comme nous l'avons dit, un grand avenir est, en effet, réservé à la Grèce; si elle doit reprendre le rôle qui lui appartint dans le passé, servir encore une fois de lien entre l'Orient et l'Occident, porter et faire aimer dans chacune de ces deux parties du monde les lois, les arts, les sciences et les productions de l'autre, doit-elle demeurer renfermée dans les limites assignées au royaume de Grèce actuel, et qui laissent, en dehors de leur enceinte, une si grande portion du territoire et de la population de la Grèce proprement dite ? Doit-elle rester avec sa population de sept cent mille ames et son territoire de trois mille lieues carrées ? Est-ce avec des ressources si restreintes que le royaume de Grèce peut réaliser les espérances que l'Europe

a fondées sur lui, et qui ont déterminé sa création ? Peut-il même subsister, conserver son indépendance ?

Nous abordons ici une question fort délicate. Beaucoup de personnes, effrayées des envahissemens de la Russie, n'y voient d'autre remède possible que le maintien de l'empire turc, et comprennent mal, nous le croyons, les moyens de reconstituer et de réorganiser cet empire ; elles le croient affaibli par la séparation des populations chrétiennes qui s'émancipent ; elles blâment en particulier le traité du 6 juillet, qui fut la première reconnaissance de l'indépendance grecque, et le reprochent, comme une erreur, à la diplomatie européenne (41).

Nous croyons cependant que l'émancipation des populations chrétiennes tributaires est devenue, pour l'empire turc, un bienfait autant qu'une nécessité, et que la Turquie sera fortifiée plus qu'affaiblie par la déclaration d'indépendance de ses anciens rayas. La servitude, sous quelque forme qu'elle existe, n'est-elle pas

au moins aussi dégradante, aussi funeste dans ses résultats, pour le maître que pour l'esclave ? L'activité de l'affranchi, lorsqu'il est devenu indépendant, les relations de famille, si nous pouvons nous exprimer ainsi, qui le rattachent bientôt à son ancien maître, ne deviennent-elles pas bien plus avantageuses pour celui-ci que ne l'était son ancien pouvoir ?

Tels doivent être, pour la nation turque, les résultats de l'émancipation de ses sujets chrétiens. L'ascendant moral que son caractère et la possession de Constantinople doivent lui assurer sur les anciens rayas dépasser de beaucoup les avantages qu'elle retire aujourd'hui d'une autorité contestée et impuissante. Mais, d'ailleurs, ce mouvement d'émancipation n'est pas un fait accidentel que la Turquie et l'Europe même puissent, à leur gré, permettre ou empêcher; il est le résultat des mœurs, des principes religieux de la nation turque; il découle aussi des changemens généraux survenus dans l'état de la so-

ciété européenne. Si les Turcs n'ont pas anéanti les chrétiens vaincus par eux, lors de la conquête, c'est que leurs dogmes religieux, meilleurs que ceux qui demandent aujourd'hui la continuation de l'asservissement de plusieurs millions d'hommes, leur défendaient une pareille extermination (42); si depuis, dans d'autres occasions, si dans les dernières révoltes de la Grèce, par exemple, ce système d'anéantissement n'a pas été suivi à l'égard des populations grecques demeurées à la discrétion des Turcs, c'est que les ministres de la religion eux-mêmes sont venus remontrer au sultan l'horreur d'une pareille exécution (43). Et puis, à l'époque de la conquête, le fanatisme du temps envenimait le schisme qui séparait les chrétiens d'Occident des chrétiens d'Orient, et rendait les catholiques plus odieux aux orthodoxes que les musulmans eux-mêmes. Cette disposition fut comprise et mise à profit par les sultans, qui en firent la base de leur domination sur les Grecs. Loin d'affaiblir, ils cherchèrent à fortifier le lien qui unis-

SISMANOGLIO

sait tous les Grecs à l'Église nationale et au patriarche de Constantinople (44). La nation n'eut ainsi qu'une tête dont ils disposaient ou croyaient disposer à leur gré. Confians dans l'énergie de cette intolérance religieuse à l'égard de l'Occident, ils ne craignirent pas même de laisser les armes aux mains des capitaines grecs de la Roumélie; ils cherchèrent en eux un appui contre leurs propres sujets. Le même système de concentration fut suivi à l'égard de l'Église arménienne et même de l'Église juive. Est-ce la faute des sultans, si cette intolérance religieuse, qui faisait la base de leur pouvoir sur leurs vassaux chrétiens, s'affaiblit et disparaît chaque jour; si l'aversion qui animait l'Église grecque contre l'Église latine diminue sans cesse, si les mêmes barrières ne séparent plus les chrétiens d'Orient de ceux d'Occident? Et d'ailleurs ne sont-ce pas les sultans eux-mêmes qui ont successivement préparé et assuré l'émancipation de leurs tributaires chrétiens? Par une politique qui fait également honneur à leurs sentimens de tolérance

et à leur esprit gouvernemental, n'ont-ils pas cherché dans ces populations des élémens de puissance contre l'ennemi étranger, et de résistance contre les rébellions domestiques? Ne sont-ce pas eux qui accordèrent volontairement à la Moldavie et à la Valachie, lorsque ces provinces se soumirent spontanément, leurs chartes et leurs priviléges? Plus tard, ne confièrent-ils pas ces provinces à la conduite des Grecs du Fanar sans prévoir que ces nouveaux gouverneurs devaient profiter de leur position pour travailler à l'indépendance des provinces qu'on leur confiait et à celle de leur nation? Les sultans eux-mêmes ne fomentèrent-ils pas en secret la révolte des Serviens contre le pacha de Viddin et son parti janissaire, plus redouté de la Porte que les rayas eux-mêmes? N'ont-ils pas suivi une politique semblable à l'égard des Grecs, qu'ils excitèrent contre Ali-Pacha, et, dernièrement encore, à l'égard des chrétiens d'Albanie, qu'ils ont armés contre leurs compatriotes musulmans? Ne sont-ce pas eux-mêmes

qui avaient posé les bases de la grandeur maritime et commerciale des îles de l'Archipel? N'avaient-ils pas accordé aux habitans de ces îles d'immenses priviléges, parce qu'ils avaient besoin de leurs secours pour former une marine et résister aux agressions de la Russie (47)? Enfin, ne sont-ce pas les sultans eux-mêmes qui avaient introduit les Grecs jusque dans le cœur de l'administration, en leur confiant le poste de drogman de la Porte et presque toutes les fonctions diplomatiques de quelque importance, en leur livrant le secret de l'empire et les moyens d'assurer l'indépendance de leurs coreligionnaires (48) (49).

On redoute les empiètemens de la Russie, et on croit lui opposer une barrière plus puissante en assurant à la Turquie l'intégrité de ses anciennes possessions; mais la soumission des rayas, toujours prêts à la révolte, n'est-elle pas pour la Turquie une cause de faiblesse plutôt que de force? Son armée, fournie tout entière par la population musulmane, ne serait-elle pas

plus redoutable à l'ennemi étranger si elle n'avait à surveiller et souvent même à combattre les populations tributaires? Et n'est-ce pas en se faisant le champion de ses coreligionnaires subjugués que la Russie a obtenu de si étonnans succès? N'est-ce pas ainsi qu'elle a long-temps gagné à sa cause les sympathies de l'Europe, et qu'elle s'est fait, au sein même de la Turquie, de puissans auxiliaires? Oublions-nous que le Péloponnèse s'insurgea en sa faveur dès 1770, que Lambros arma sa redoutable flottille pour appuyer les projets de Catherine II, que l'Hœtérie, libératrice de la Grèce, obéissait à ses inspirations, que le premier chef de l'insurrection de 1821, Ypsilanti, et le premier chef de la république grecque, Capo-d'Istria, avaient été ses employés? N'est-ce pas elle également qui souleva la Servie en 1804, 1810 et 1820? Ce peuple n'était-il pas alors plein d'enthousiasme pour elle? Et cependant, depuis 1827, la Servie comme la Grèce sont devenues indépendantes, l'une de fait, l'autre de droit. Les campagnes

de 1828 et 1829 des Russes contre la Turquie ont eu lieu; les Russes comptaient sur le secours des Serviens. Placé à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, le prince Milosch devait les secourir; il ne bougea pas. Il ne s'agissait plus pour la Servie de conquérir son indépendance, mais de la garder. De même, depuis le premier moment de l'émancipation, les Russes ont fait en Grèce d'incroyables efforts pour établir leur suprématie dans le pays. Bientôt un parti national s'est formé, et, livré à ses propres forces, souvent même contrarié par les puissances européennes dont il aurait dû espérer le secours, ce parti est constamment parvenu à déjouer les efforts de la faction russe; par l'adresse comme par les armes, dans les assemblées délibérantes comme sur les champs de bataille, il est demeuré victorieux, il a maintenu jusqu'à cette heure l'indépendance nationale. Ainsi les populations chrétiennes, affranchies de l'autorité turque, d'auxiliaires de la Russie deviennent ses adversaires; leur émancipation,

loin de favoriser les projets des Russes, les contrarie et les annule.

N'avait-elle d'ailleurs aucun fondement, cette haine de l'autorité turque, qui faisait désirer aux populations chrétiennes leur affranchissement? « On a vu certainement, a dit M. Gordon, une sujétion plus dure que celle des Grecs sous la domination turque, mais il n'y en a jamais eu de plus dégradante. » Mais écoutons M. Urquhart lui-même, dont l'opinion, à l'égard des Turcs, ne sera sans doute pas regardée comme suspecte de malveillance; ne nous dit-il pas : « Que, toutes les fois que l'on monte en Turquie, on se trouve en contact avec l'influence corruptrice du Gouvernement turc (t. I, p. 62); que la manière méprisante avec laquelle un Turc reçoit et traite le plus vénérable raya est une des principales causes de la haine dont les Turcs sont l'objet (t. I, p. 65)? » La vieille loi religieuse, il est vrai, prescrit un tout autre cérémonial, mais, ici, c'est le fait qui est important. Ne nous donne-t-il pas une descrip-

tion effrayante de la tyrannie exercée par les Turcs sur les villages, de la solidarité qu'ils établissent entre les habitans, pour les crimes et les actes de rebellion, tellement que ceux-ci n'ont d'autre ressource, afin d'échapper aux poursuites de leurs oppresseurs, que de déserter en masse leurs foyers et de se réfugier dans les bois (t. I, p. 69)? Ne nous raconte-t-il pas l'art vraiment infernal avec lequel les riches propriétaires grèvent de dettes les communes et les paysans pour les réduire à un état voisin de la servitude (t. I, p. 50)? Ne nous dit-il pas que la moralité communale est la seule loi du raya turc, non seulement pour les affaires civiles, mais encore pour ce qui est des crimes et surtout de leur prévention, car le châtiment, confondant presque toujours l'innocent avec le coupable, perd toute sa terreur préventive (t. I, p. 74)? N'ajoute-t-il pas que les crimes sont inconnus, excepté de la part de ceux qui sont chargés du maintien de l'ordre public (t. I, p. 64)? Et, sous le rapport politique, ne

nous apprend-il pas que, partout où le pays a prospéré, c'est qu'il y a eu rupture presque complète de relations politiques avec Constantinople; que toutes les parties de la Turquie qui ont acquis de la richesse, de la puissance et de la gloire, l'ont fait à distance et loin du contact de l'autorité turque (t. I, p. 86)? Ambelakia ne nous est-il pas offert en exemple de ce qui peut être effectué en Turquie par la simple soustraction d'une parcelle du territoire à l'effet immédiat des abus du Gouvernement (t. I, p. 89)? La cause de toute la prospérité, de tous les progrès des vingt-quatre villages dans la Thessalie ne doit-elle pas être attribuée à leur émancipation de l'anarchie turque (t. I, p. 109)? N'apprenons-nous pas que toutes les bonnes intentions du sultan pour l'amélioration des fabriques et de l'agriculture ont été sacrifiées jusqu'ici aux intérêts ou aux caprices de ses favoris (t. II, p. 104.); que ces mêmes favoris ont fait instituer à leur profit les monopoles commerciaux (t. II, p. 128); qu'enfin,

par suite du système d'administration en vigueur, la population entière est livrée à la rapacité des traitans arméniens (t. I, p. 203)? Nous pourrions multiplier à l'infini ces citations, mais ce serait une tâche inutile, car personne, nous le pensons, ne sera tenté d'en contester la vérité. M. Urquhart a franchement reconnu que l'arrogance des Osmanlis avait été la véritable cause de l'indépendance de la Grèce et de la Servie (t. I, p. 227); que l'orgueil était la source d'où avaient découlé tous leurs maux; et qu'ils avaient besoin d'être humiliés pour être sauvés (t. I, p. 216). « Si grandes et si nombreuses qu'aient été les pertes de la Turquie dans ces dernières années, dit-il, elles n'ont pas été entièrement sans compensation. Son excessive arrogance, sa présomption, son obstination stationnaire, ont été vaincues... L'expérience des dernières années lui a ouvert les yeux sur les avantages qu'elle possède, sur les abus qu'elle protège, et sur la nécessité d'un changement. La révolution grecque lui a appris

que le raya était un homme; la bataille de Navarin, que l'opinion de l'Europe n'était pas chose à dédaigner; les victoires des Russes lui ont appris à douter de la hauteur des Balkans et de la profondeur du Danube; l'insurrection albanaise lui a prouvé que la force du Gouvernement n'avait pas maintenant d'autre base que l'affection du peuple; la marche d'Ibrahim-Pacha a confirmé toutes ces leçons, renforcé toutes les humiliations précédentes; elle a prouvé à la Turquie que prompte justice devait être faite, si elle voulait que sa domination fût plus long-temps supportée (t. I, p. 228). »

Ainsi le rétablissement de l'indépendance des peuples rayas, la restauration complète de la nationalité grecque en particulier ont le caractère de toutes les questions d'affranchissement. Ce qui est arrivé pour les maîtres et les esclaves, pour les colonies et les métropoles, doit arriver pour les Turcs et leurs anciens tributaires; les uns et les autres, par suite de cet affranchissement, doivent gagner en dignité morale, en

SISMANOGLIO

puissance matérielle. Toutefois, ici une question reste encore à examiner : les Grecs ont-ils la puissance nécessaire pour arriver à l'entière émancipation de leur patrie? cette émancipation est-elle dans leurs vœux (50) ?

La Grèce, proprement dite, s'étend bien au delà des limites du royaume de Grèce actuel. Ce royaume est borné au Péloponnèse, aux Cyclades et aux Sporades du nord dans l'Archipel, à l'île d'Eubée, aux provinces de Phocide, de Locride, d'Acarnanie et d'Étolie dans la Grèce continentale. La Grèce, proprement dite, embrasse cette vaste péninsule, fermée au nord par la chaîne illyrico-mésique ou monts Balkans, depuis les bouches du Cataro jusqu'au cap Émineh, où la chaîne du Balkan vient expirer dans la mer Noire. La Thrace, cependant, située à l'extrémité de cette péninsule, est un appendice nécessaire de Constantinople, et n'a point été, dans l'antiquité, considérée comme faisant partie de la Grèce proprement dite; elle en est d'ailleurs séparée par la chaîne du Rhodope. La péninsule hellénique, en en détachant la Thrace, comprend donc, outre le royaume de Grèce actuel, la Thessalie et la Macédoine, situées sur la mer Égée, à l'est du Pinde; l'Épire et l'Albanie, situées sur la mer Adriatique, à l'ouest de la même chaîne. D'après le calcul de M. Urquhart lui-même, ces provinces seraient habitées par sept cent mille Grecs de race pure, dont quatre cent mille en Épire et en Thessalie, et trois cent mille en Macédoine. Il faut y ajouter, cinq à six cent mille Valaques, appartenant à l'Église grecque, et un million six cent mille Albanais, dont les deux tiers sont musulmans. En face de cette population totale de deux millions neuf cent mille habitans, M. Urquhart ne compte que deux cent quatre-vingt mille Osmanlis; encore son calcul, basé sur une simple hypothèse, est-il probablement exagéré. Quoi qu'il en soit, il faut remarquer que ces populations grecques, valaques, albanaises, ont toutes conservé leur langue, leur costume et le désir de leur indépendance nationale. Les Al-

SISMANOGLIO

banais musulmans, bien différens de ce qu'on les pourrait croire, sont peut-être plus hostiles encore aux Turcs que leurs frères chrétiens; c'est d'eux que sont venues les révoltes qui ont périodiquement compromis la puissance turque en Albanie pendant ces dernières années. Cette circonstance cesse de paraître surprenante, lorsqu'on connaît la nature de leur foi religieuse. « Bien qu'il existe une grande variété de religions parmi les différentes tribus albanaises, dit M. Gordon, il est vrai que le plus grand nombre d'entre eux, depuis la conquête ottomane, s'est converti extérieurement à l'islamisme, mais le joug religieux ne pèse que légèrement sur eux, et un changement de circonstances amenerait probablement, de leur part, un nouveau changement de foi. » (*Introd.*, p. 221.) Nous pouvons affirmer que chez les Albanais musulmans, au moins parmi les principaux, l'islamisme aujourd'hui est remplacé par un simple déisme, appuyé sur une espèce de franc-maçonnerie religieuse; c'est là ce qui explique leur peu d'éloignement pour les chrétiens, et leur disposition à se joindre à eux dans le but de se soustraire au joug de la Porte. Tafil-Bousi, le chef des dernières insurrections, était un musulman, et cependant il avait été long-temps au service de la Grèce, et sa religion était mêlée d'une foule de superstitions chrétiennes. La race albanaise, ainsi que la valaque, a une grande affinité avec la race grecque, et tend à se fondre avec elle. « Sous le nom de Grecs, dit M. Gordon, nous comprenons, non seulement les anciens sujets de l'empire d'Orient qui parlent le grec moderne et reconnaissent l'autorité de l'Église byzantine, mais aussi les chrétiens albanais de la Roumélie et de la Morée, qui diffèrent des premiers sous le rapport de la langue, de la physionomie et du caractère, mais sont alliés à eux par une communauté de foi religieuse et de souffrances, et ont pris une part très active à la lutte de l'émancipation. » (*Introd.*, p. 28.) On sait que la fameuse tribu des Souliotes est de race albanaise. Il en est de même des insulaires

SISMANOGLIO

d'Hydra et de Spezzia. De nombreux villages albanais occupent l'Attique et la Béotie presque tout entières, ou sont disséminés dans les autres parties du royaume de Grèce; de nombreuses tribus de Valaques paissent leurs troupeaux dans les pâturages de ce pays; et cependant jamais le moindre dissentiment ne s'est élevé entre les populations grecques, albanaises ou valaques, par suite de leur nationalité.

La population grecque, par son influence, par son nombre, par le voisinage de la Grèce indépendante, a donc une supériorité évidente sur les Turcs dans l'Épire, l'Albanie, la Thessalie et la Macédoine. Ajoutons qu'elle possède aussi la supériorité de richesse et de puissance militaire (51). « Les Grecs agriculteurs, dit M. Urquhart, forment la masse de la population de la Turquie d'Europe; les Grecs militaires composent un corps puissant par son nombre, par les positions qu'il occupe, commandant tous les passages qui entourent la Thessalie, la Macédoine. » (T. I, p. 8.) « Ce furent les

Grecs, dit-il encore, qui, par leurs contributions empressées en argent et en vivres, procurèrent au grand visir son triomphe sur les Albanais... Les Grecs prenant de la force et de la confiance par suite même des divisions et des désastres des Turcs, par suite de la faiblesse du Gouvernement, mise enfin à nu, avaient activement contribué au rétablissement de l'autorité du sultan, et naturellement ils réclamaient la considération et l'influence due à un corps qui possédait seul, dans sa richesse et son industrie, les moyens de soutenir un Gouvernement qui devait, en grande partie, son triomphe à leurs armes (t. I, p. 23). Enfin, ne lisons-nous pas qu'en Albanie, depuis 1830, les chrétiens sont devenus un nouveau peuple, qu'ils sont unis entre eux, et que c'est par leur secours seulement que le sultan a pu triompher de la révolte de ses sujets musulmans? S'il en est ainsi, peut-on croire que les chrétiens fassent servir long-temps, au profit d'un maître qui les traite toujours en peuple conquis, une puissance qu'ils

pourraient employer dans l'intérêt de leur propre indépendance ?

On verra, par un document que nous donnons ci-joint, ce qu'ils ont à attendre de la reconnaissance de la Turquie (52). Les chrétiens ont aidé Ali-Pacha lorsque sa politique leur était favorable; de même ils prêtent aujourd'hui leur secours au sultan, parce que sa politique peut leur être utile; mais ils l'abandonneront comme ils ont abandonné Ali-Pacha, lorsqu'ils trouveront un point de ralliement pour constituer leur indépendance nationale. Ils réaliseront l'œuvre en quelque sorte ébauchée par le pacha d'Epire en constituant à l'état d'indépendance les provinces qu'il avait soumises à son autorité, l'Épire, l'Albanie, la Thessalie, la Macédoine.

Si cette émancipation n'a pas encore eu lieu, il faut en chercher la cause ailleurs que dans les dispositions des Grecs.

« La Thessalie et le Pinde, a dit M. Urquhart, prêts à s'insurger, ne furent contenus que par les émissaires de Capo-d'Istria, qui les

menaçaient de la vengeance de toute l'Europe, et leur promettaient leur délivrance définitive, si ces provinces n'amenaient elles-mêmes leur ruine en contrariant les plans des alliés. Ces émissaires employaient toutes les subtilités, tous les raisonnemens pour prévenir l'extension réelle du territoire grec, à l'agrandissement duquel, dans les conférences des puissances, la Russie semblait s'intéresser si vivement. Mais la Grèce était déjà suffisamment grande pour les vues immédiates de la Russie; elle l'était déjà trop pour ses vues d'avenir (53). »

Nous-même, sur la frontière grecque, avons vu les paysans thessaliens venir demander à leurs compatriotes réfugiés sur le territoire grec, quand leur serait donné le signal du soulèvement. Des armes et de la poudre, voilà tout ce que demandaient ces hommes résolus; et il est certain qu'il faudrait peu de chose, même bien peu d'argent, pour mettre ces provinces en combustion et les enlever par une courte guerre à la domination turque. Des députés épirotes,

thessaliens, albanais, macédoniens, étaient venus assister secrètement, et sans y avoir été convoqués, au couronnement du roi de Grèce; ils étaient chargés de rapporter à leurs concitoyens qu'ils avaient vu de leurs yeux le roi du nouveau royaume. A la dernière révolte de l'Albanie, en 1835, si le Gouvernement grec eût donné le moindre appui à l'insurrection, elle fût devenue universelle, et l'autorité du roi de Grèce eût été instantanément reconnue et acceptée. Mais rien de pareil n'eut lieu, et il est positif que les insurgés craignaient de voir la Grèce se joindre contre eux au sultan, plutôt qu'ils n'espéraient obtenir son assistance. Du reste, la Porte elle-même connaît si bien ces dispositions des provinces de la Roumélie, que le dernier mouvement insurrectionnel tenté par quelques capitaines dans l'Acarnanie, et qui a eu pour résultat de les rejeter sur le territoire turc, lui a causé de vives alarmes. Les correspondances de Constantinople contiennent des plaintes nombreuses contre les prétendues intrigues

du Gouvernement grec, qui aurait été, dit-on, le véritable instigateur de cette insurrection, et les derniers journaux annoncent que la Porte vient d'ordonner l'envoi à Larisse d'un corps d'observation de 12,000 hommes.

Sans doute, nous ne partageons pas l'opinion de ceux qui croient les Grecs modernes destinés à relever l'empire de Constantin et à posséder de nouveau la métropole de l'Orient. Nous pensons que les évènemens qui ont amené à Constantinople la race turque et les chefs de l'islamisme ont une cause profonde et immuable; que cette occupation de Constantinople et de la Thrace est un fait accompli sans retour, et qui trouverait aujourd'hui, s'il en était besoin, une garantie nouvelle dans la volonté de l'Autriche. Nous croyons que la race turque, bien qu'elle soit aujourd'hui inférieure, à beaucoup d'égards, à la race grecque, a cependant sur elle la supériorité que lui donne son génie éminemment gouvernemental. Les Turcs sont les représentans d'une civilisation tout entière, un

SISMANOGLIO

peuple chef de peuples. Ces avantages éminens, les Grecs ne les possèdent point; nous les croyons destinés à devenir de puissans auxiliaires de la grandeur ottomane, non pas à la remplacer. Nous pensons, comme l'a dit M. Urquhart, que « la Grèce une fois constituée aura, sous tous les rapports, des intérêts identiques avec ceux de la Porte; qu'elle lui sera rattachée par les liens les plus puissans; qu'elle doit payer sa dette de gratitude envers l'Europe en se préparant à soutenir vigoureusement la Porte, avec laquelle ses intérêts coïncident en tout point d'une manière frappante, et avec les institutions de laquelle ses propres institutions, si elles sont judicieusement conçues, auront des points nombreux de ressemblance (ch. XII). »

Mais pour que ces liens nouveaux puissent se former entre la Grèce et la Porte; pour que chacune d'elles puisse prendre la position qui lui appartient, il faut que la Grèce entière soit soustraite au joug d'esclavage que les Turcs ont si long-temps fait peser sur elle, il faut que

son indépendance soit reconnue, que son territoire soit agrandi et complété.

Nulle contrée ne semble, mieux que la Grèce, destinée par la nature à devenir une puissance maritime de premier ordre. En ne la considérant même que dans ses limites actuelles, la Grèce possède la *plus belle chaîne de ports*, nous entendons de ports militaires, qu'il y ait peut-être dans l'univers. C'est d'abord le vaste bassin du golfe de Corinthe, fermé, près de Lépante, par les petites Dardanelles; au milieu de ce long golfe se trouve le renfoncement appelé golfe de Salone, sur lequel s'élèvent les chantiers de construction de Galaxidi. Une frégate anglaise, la *Madagascar*, a pénétré dans ce golfe, jusqu'au rivage de Salone, en 1833, et l'a reconnu pour un des meilleurs ports qu'il y ait au monde. Au dessous du golfe de Corinthe, sur la même côte, s'ouvre le port de Navarin, où les flottes des trois puissances ont trouvé place pour livrer bataille à la flotte turque. Après avoir doublé le

cap Matapan, on entre dans le golfe de Nauplie, et l'immense rade située devant cette ville peut recevoir la flotte la plus nombreuse. Le golfe d'Athènes, de l'autre côté de la presqu'île d'Hermione, offre le vaste port de Poros, où sont établis les arsenaux de la marine, la rade aussi sûre que spacieuse de Salamine, et le Pirée, accessible encore à des frégates de la plus grande dimension. Sur l'autre côte de l'Attique, se trouvent les ports Macri et Raphti; des frégates peuvent naviguer dans le golfe d'Eubée jusqu'au pont de Calcis, et les îles de Pétali offrent un excellent mouillage. Parmi les îles, Paros et Milo possèdent d'excellens ports. Les marins grecs sont, au jugement des meilleurs officiers européens, dignes de leur vieille réputation. Les constructeurs, dénués, comme ceux de la Turquie, de connaissances théoriques, construisent cependant des bâtimens qui ne le cèdent en rien à ceux de nos ports. Ces avantages naturels, joints à l'esprit entreprenant et

commercial des Grecs, leur assurent une grande influence maritime dans la mer Méditerranée et la mer Égée; mais la Grèce, pour se montrer digne du rôle auquel elle est appelée, a besoin d'avoir recouvré ses limites naturelles.

SISMANOGLIO

CHAPITRE III.

—

PEUPLES DU DANUBE.

Entre le Danube et le littoral de l'Adriatique, sur une longueur d'environ deux cents lieues, à partir des frontières de l'empire d'Autriche, s'étendent la Bosnie et la Servie. A la suite de la Servie, entre le Danube d'un côté et les Balkans de l'autre, la Bulgarie s'étend jusqu'à la mer Noire, sur une longueur qui est aussi d'à peu près deux cents lieues. La Valachie et la Moldavie s'alongent en face de la Bulgarie, entre la rive gauche du Danube et les Krapacks. Toutes ces provinces figurent encore sur la carte de

SISMANOGLIO

l'empire turc; néanmoins, la Bosnie est constamment insurgée; la Servie est devenue une principauté héréditaire; la Valachie et la Moldavie sont devenues à peu près indépendantes de la Porte, placées qu'elles sont sous la protection de la Russie et sous l'empire de constitutions nationales qu'elles ont obtenues depuis le traité d'Andrinople (55). Le droit de nommer leurs hospodars n'a même été accordé à la Porte que pour une seule et première fois; ils doivent être nommés ultérieurement par les voies constitutionnelles. Les Turcs n'avaient jamais formé que peu d'établissemens individuels dans la Bosnie, habitée par un peuple de montagnards, musulmans il est vrai, mais jaloux de leur indépendance nationale. Il en était de même dans la Servie et les principautés; d'ailleurs les Turcs établis ont été obligés d'émigrer à la suite des insurrections, et nous croyons que l'on en trouverait difficilement aujourd'hui quelqu'un fixé à demeure dans la Bosnie, la Servie, la Valachie ou la Moldavie. Les troupes turques ont été obligées par les traités d'évacuer toutes les forteresses de la Servie, excepté Belgrade qu'elles doivent occuper en commun avec les Serviens; et depuis la destruction de Giourgévo et l'occupation de Silistrie, ces troupes se trouvent également exclues des principautés. Un tribut de 1,300,000 piastres (environ 325,000 francs) pour la Servie, et de 3,000,000 piastres (environ 750,000 fr.) pour les principautés, voilà tout l'avantage que la Porte retire du reste de souveraineté qu'elle conserve encore sur ces pays. Sous le point de vue militaire, leur possession ne fait que la compromettre, puisque son honneur est intéressé à les maintenir dans sa dépendance et à les défendre contre l'ennemi étranger, et qu'elle en tire cependant, pour toute ressource, le tribut que nous venons d'indiquer.

La Bosnie pénètre comme un coin entre l'Esclavonie et la Dalmatie, qui toutes deux appartiennent à l'Autriche. La Bosnie est donc une enclave dont l'Autriche a besoin; elle l'a conquise

SISMANOGLIO

plusieurs fois alors qu'elle possédait seulement l'Esclavonie; à plus forte raison doit-elle désirer de l'obtenir aujourd'hui qu'elle est en même temps maîtresse de la Dalmatie.

Les Bosniaques, Serviens d'origine, sont devenus les plus fanatiques de tous les musulmans. La nature âpre et montagneuse de ce pays en a fait une sorte de Vendée pour la Turquie. Jusqu'ici la réforme y a rencontré ses plus furieux adversaires. « Dans la guerre de 1829, le sultan attendait un secours efficace de la Bosnie, province habitée par une population musulmane robuste et guerrière; il le prouva en donnant l'ordre au gouverneur Abderrahman-Pacha de marcher avec quarante mille hommes sur la Drina, afin d'observer les Serviens qui, sous le commandement du prince Milosch, passaient pour être animés de dispositions très favorables pour la Russie. Mais, en Bosnie, l'esprit de janissarisme, ou le désir de conserver les anciennes institutions, prévalait, en sorte que le pacha, effrayé du résultat, envoya un bim-bachi à sa

place pour accompagner le mollah et lire le firman dans le camp. Les troupes, après l'avoir entendu, éclatèrent en murmures qui bientôt dégénérèrent en violences. Le bim-bachi et le mollah furent fusillés sur la place. La Porte ne calma ces troubles qu'en changeant le pacha et en envoyant à la place d'Abderrahman, le pacha de Philippopolis, homme d'un caractère sage et doux. Cependant la Porte ne reçut aucun secours de la Bosnie pendant toute la campagne, et il fut même difficile d'empêcher les Bosniaques, qui gardaient les forteresses du Danube, de déserter (56). »

Cette année même, les nouveaux efforts du sultan pour introduire la réforme, et peut-être aussi d'autres causes, ont excité en Bosnie une insurrection qui dure encore. Les chrétiens ont été l'objet d'une violente persécution; c'est sur eux que retombe toute la haine excitée par les tentatives de réforme, car : *ces chiens ont fait du sultan même un chrétien* (57). Un grand nombre de familles ont été obligées de se réfu-

gier sur le territoire de l'Autriche ou en Servie, où le prince Milosch leur accorde des établissemens. L'Autriche donne la plus grande attention aux affaires de la Bosnie. Ses journaux rapportent avec soin toutes les expéditions que ses régimens de frontière sont obligés de faire contre les brigands bosniaques; et, dernièrement, à propos des excès qui ont signalé l'insurrection, ces mêmes journaux disaient : *Que l'Europe chrétienne pourrait difficilement demeurer spectatrice impassible de cette lutte et qu'elle devrait faire ce que réclameraient l'humanité et la religion* (58).

C'est sans doute afin de prévenir cette intervention de l'Autriche que le sultan a chargé le prince Milosch de réduire les Bosniaques rebelles. Celui-ci a rassemblé une armée dans ce but, et a même prétexté la mission dont il était chargé pour se dispenser de faire cette année, à Constantinople, un second voyage auquel l'avait invité le sultan. Jusqu'ici cependant, il s'est contenté de demeurer en observation; peut-être

l'Autriche a-t-elle empêché son intervention afin de pouvoir intervenir elle-même. Quoi qu'il en soit, la Bosnie doit devenir ou servienne, ou autrichienne; on peut, en tout cas, la considérer comme perdue pour la Turquie.

L'histoire de la révolution servienne est assez connue, et il n'entre pas dans notre sujet de la retracer. Poussés d'abord à la révolte par l'Autriche en 1789, puis par la Porte elle-même, qui rechercha leur appui contre le pacha de Widin (59) et ses janissaires, les Serviens reconquirent leur liberté par une suite de combats livrés de 1804 jusqu'en 1813 principalement sous la conduite de Kara-George. En 1813, les Turcs, victorieux de nouveau, rentrèrent en Servie et y commirent d'affreux ravages. Milosch, beau-frère de Kara-George, reprit les armes en 1815, chassa une seconde fois les Turcs et rétablit l'indépendance de sa patrie. En 1829, il fut proclamé par les Serviens prince héréditaire. La Porte, en 1833, reconnut ses droits en accordant à la Servie ses frontières naturelles et les privi-

léges que nous avons déjà cités (60). La Servie a repris ses armes nationales, elle a son armée nationale. Dans le voyage qu'il fit à la fin de l'année dernière, à Constantinople, le prince Milosch présenta au sultan les officiers de son armée nommés par lui-même.

La Russie a eu la plus grande part à l'insurrection de la Servie. C'était pour elle un moyen d'affaiblir la Porte et d'acquérir des auxiliaires qui devaient la seconder, au moins pour quelque temps. Elle a aussi contribué à consolider l'indépendance de la Servie et à faire accorder la souveraineté au prince Milosch; elle craignait sans doute que cette province ne tombât sous la domination de l'Autriche et préférait la voir indépendante.

La Russie n'a cependant pas réussi à se faire de la Servie une amie dévouée; elle n'a point reçu d'elle, dans sa campagne de 1829, les secours qu'elle en attendait. Le prince Milosch ne lui a point sacrifié l'indépendance de sa nation, qu'il lui est si facile de maintenir avec la protection des

puissances d'Occident. Il existe surtout, entre la Servie et l'Autriche, des rapports naturels, des rapports créés par le voisinage et par la navigation du Danube, et qui sont assez forts pour résister à toute combinaison politique qui voudrait les détruire. L'Autriche a pu voir, sans regret, la Servie échapper à sa souveraineté immédiate; l'influence qu'elle est appelée à exercer sur ce pays n'en sera ni moindre, ni moins salutaire pour elle et pour la Servie. Le prince Milosch a été décoré de ses ordres, a été invité à se rendre à Vienne, et l'Autriche vient, il y a quelques jours, d'accréditer auprès de lui un consul (61). En publiant cette mesure, elle a eu soin de faire remarquer « que la création de ce poste n'était pas sans intérêt; qu'elle indiquait la reconnaissance par l'Autriche d'une principauté de Servie, effacée depuis des siècles de la liste des États européens; que cette mesure était de la plus haute importance, surtout pour la Servie; que la Russie ne tarderait pas, sans doute, à imiter cet exemple, et que l'importance toujours crois-

sante du commerce du Danube engagerait aussi les autres puissances à accréditer des agens en Servie. » Les journaux viennent d'annoncer que le consul autrichien, M. Mihanowitch, était attendu d'un jour à l'autre à Belgrade; que la Russie allait envoyer dans la même ville un consul, qui serait bientôt remplacé par un consul général; on attendait aussi un consul anglais, et l'on pensait que la France ne tarderait pas à suivre l'exemple des autres grandes puissances (62).

Les provinces de la Valachie et de la Moldavie sont habitées par des Valaques, nation issue des colonies romaines établies par Trajan sur le Danube; ils parlent encore un idiome latin, et ont conservé le costume de leurs ancêtres : on les trouve aussi dispersés dans l'Autriche, la Russie méridionale et toute la péninsule hellénique. Dans ce siècle de renaissance, lorsqu'on voit reparaître au jour presque toutes les races antiques, il est curieux d'observer la vieille Rome se reproduisant dans une de ses colonies de la Dacie, à l'extrémité de l'empire qu'elle avait fondé.

La Valachie et la Moldavie, qui s'étaient soumises volontairement à la Porte, obtinrent d'elle, par cette raison, de grands priviléges. En 1716, les places d'hospodars de ces provinces furent exclusivement réservées aux familles grecques du Fanar; et ces princes, malgré les horribles exactions qu'on a pu leur reprocher, améliorèrent incontestablement le sort des principautés, en adoucissant la servitude qui pesait sur les paysans, et en développant dans le pays des germes de civilisation. La Russie, par le traité de Kaïnardji, en 1774, établit ce qu'elle appela son droit de protection sur les principautés. Ce droit fut confirmé et étendu par les traités subséquens d'Iassy et de Bucharest; enfin, par le traité d'Andrinople en 1829, les principautés obtinrent une sorte de gouvernement et de représentation nationale. Les hospodars durent être, à l'avenir, choisis exclusivement parmi les nationaux, et, comme nous l'avons dit, ne purent être nommés directement par la Porte que la première fois. Les principautés furent d'ailleurs

mises en quarantaine avec la Turquie et en libre pratique avec la Russie. La quarantaine fut placée sous la surveillance du consul général russe.

On peut s'étonner que la Russie ait elle-même créé un gouvernement national et des institutions représentatives dans un pays dont elle ambitionne la conquête; mais elle s'est arrangée pour que ce gouvernement et ces institutions n'eussent qu'une existence nominale, et elle a cru, à tort peut-être, qu'elle pourrait, quand elle le voudrait, anéantir ce simulacre, qu'elle avait créé; elle a pensé, et cela avec plus de raison, que des conflits ne manqueraient pas de naître entre les différentes branches du pouvoir national, et lui fourniraient une occasion d'intervenir et de rétablir la paix. Enfin, si l'indépendance des principautés devait un jour résulter de l'essai constitutionnel tenté en leur faveur, elles seraient du moins perdues pour l'Autriche aussi bien que pour la Russie.

Aujourd'hui, le consul général de Russie est tout-puissant dans les principautés; la volonté

des hospodars, celle des assemblées nationales doivent ployer devant la sienne; il a dans ses mains les rênes de l'administration, et les plus petites dépenses même ne peuvent être ordonnancées avant d'avoir été revêtues de son approbation.

L'hospodar de la Moldavie, le prince Stourza, presque aussitôt après son arrivée, a soulevé contre lui une violente tempête. On lui reproche d'avoir voulu accroître, d'une manière scandaleuse, aux dépens de la fortune publique, ses richesses, déjà fort considérables; un grand nombre de boyards, qui se sont opposés à ses projets, ont été exilés. La Russie, protectrice de l'hospodar, est intervenue; elle a cherché à calmer l'opposition des boyards; elle a même fait rappeler les exilés; néanmoins, la lutte dure toujours, et on attend avec anxiété la décision d'une commission d'enquête composée de commissaires russes et turcs, et qui doit prononcer entre l'hospodar et ses sujets.

Cependant la puissance russe est sincèrement

SISMANOGLIO

détestée dans les principautés. Le souvenir des dévastations commises par les troupes russes dans les campagnes de 1828 et 1829, est encore tout récent. On est las de servir de champ de bataille et de route militaire aux colonnes russes et de point de mire aux intrigues de leur diplomatie. Les Valaques, élevés en Europe, ou qui y ont long-temps séjourné, répandent dans leur patrie les élémens de la civilisation. Le commerce avec l'Asie et l'Europe s'étend chaque jour et va prendre un développement tout nouveau par la navigation du Danube. Le jour où l'Europe voudra, comme il en a déjà souvent été question, rompre entièrement le lien purement nominal qui rattache encore les deux principautés à la Turquie et les constituer en un état indépendant, sous la souveraineté d'un prince européen, elle comblera les vœux des habitans de la Moldavie et de la Valachie, elle opposera une forte barrière aux invasions de la Russie (63).

La population de la Servie est d'environ un million d'ames, celle de la Bosnie de huit cent

mille; on évaluait le nombre des habitans des deux principautés à un million deux cent mille; mais les dénombremens commencés par les Russes, et qu'ils se sont hâtés d'interrompre, parce que le résultat en était trop favorable, doivent faire supposer que ce nombre n'est pas moindre de trois millions. La Servie et la vallée inférieure du Danube possèdent de magnifiques forêts, un sol fertile, des cours d'eau qui portent au loin la fertilité et peuvent mettre en mouvement de nombreuses usines. Leur surface est égale à peu près à celle de la moitié de la France. La population est belle, forte, laborieuse. L'indépendance nationale, d'après ce que nous avons vu, est aujourd'hui hors de contestation. La Servie et les principautés possèdent même des institutions représentatives encore bien imparfaites, il est vrai, mais cependant assez fortes pour n'être plus détruites. La navigation du Danube va donner une vie nouvelle à ces peuples, depuis si long-temps plongés dans l'engourdissement; cette navigation est en même temps

leur lien commun, et elle les rattache tous à l'Autriche, qui, par sa position politique, sa vieille expérience de gouvernement, est appelée à exercer, sur les puissances naissantes du Danube, un protectorat dont elles ont besoin pour régler pacifiquement leurs intérêts et développer leur prospérité domestique.

Une confédération du Danube devra se former sous le protectorat de l'Autriche; mais, pour obtenir la force et la sécurité qui lui sont nécessaires, cette confédération doit être maîtresse du cours entier du fleuve qui fait sa vie. Elle a besoin que la Bulgarie lui soit rattachée; et puisque la portion de la rive gauche du Danube, située entre Galactz et la mer Noire, a été cédée à la Russie par le traité de Bucharest en 1812, la confédération, pour assurer son indépendance, devra probablement faire exécuter, comme il en a déjà été question, le canal de Rassova, qui joindrait le fleuve à la mer, par le point où son cours se rapproche le plus de la côte, et éviterait ainsi le détour et les dangers

que les bouches du Danube causent à la navigation.

Les Bulgares sont un peuple agricole, patient, laborieux, presque entièrement composé de cultivateurs et d'ouvriers; ils se sont répandus dans les campagnes de la Bulgarie et de la Thrace, des deux côtés du Balkan, laissant le séjour des villes à la population grecque et surtout à la population turque, nombreuse dans ces contrées. L'aisance dont ils jouissent est remarquable; on ne trouve pas en Turquie ni même en Europe des paysans plus riches et plus heureux (64). Les Bulgares, jusqu'en 1829, s'étaient montrés les plus pacifiques de tous les rayas, mais, à cette époque, ils se laissèrent entraîner par les promesses des Russes, et, persuadés que ceux-ci étaient venus s'établir à jamais dans leur province et même allaient détruire l'empire ottoman, ils s'insurgèrent, donnèrent toute sorte de secours à l'armée russe, la nourrirent à leurs frais pendant six mois entiers, et firent main basse sur les Turcs qui vivaient au

milieu d'eux. Lorsque la paix fut signée, vingt ou trente mille d'entre eux crurent ne pouvoir trouver leur salut que dans l'émigration, et se réfugièrent en Russie (65).

C'est ainsi que les Bulgares ont protesté contre la domination turque, manifesté leur désir d'indépendance et justifié à l'avance les efforts qui pourraient être tentés pour leur donner place dans une confédération des peuples du Danube. Quels rapports le nouvel État devrait-il d'ailleurs conserver avec la Turquie ? quelle direction devrait suivre la ligne de ses frontières? la Turquie ne devrait-elle pas garder Choumla et les autres villes habitées par une population presque toute musulmane, qui défendent les approches du Balkan? Ce sont là des questions que la théorie seule ne peut pas résoudre.

Par l'adjonction de la Bulgarie, par l'exécution du canal de Rassova, la confédération du Danube aurait entre ses mains toutes les forteresses qui commandent le fleuve : Belgrade, Widin, Nicopolis, Routschouk, Silistric, Hir-

sova, Braïlof, Galactz (Ismaël seul resterait aux Russes); elle posséderait le cours du Danube, de Vienne jusqu'à la mer Noire; elle se serait constituée.

Une considération accessoire, mais fort importante, exige que la Bulgarie soit placée sous la dépendance des puissances riveraines du Danube.

La confédération du Danube doit devenir une puissance maritime dans l'Euxin, et faire équilibre dans cette mer aux forces de la Russie et de la Turquie. Sans cette condition, l'entrée du Danube, celle du Bosphore et des Dardanelles pourraient lui être impunément fermées; son existence politique, sa prospérité commerciale seraient incessamment menacées; la destinée des trente millions d'hommes qui habitent les rivages du fleuve demeurerait précaire et compromise. La puissance maritime créée par l'Autriche dans la mer Adriatique, et qui doit rapidement s'accroître, ne répondrait qu'imparfaitement à sa destination, si l'Autriche

SISMANOGLIO

n'avait pas également un point d'appui pour sa marine militaire dans la mer Noire.

La Turquie possède un magnifique port dans le Bosphore, qui renferme aujourd'hui les établissemens de sa marine militaire; elle a, d'ailleurs, dans la mer Noire, sur la côte de Thrace, le golfe de Bourgas, un des ports les plus beaux, les plus sûrs, les plus spacieux qu'il y ait au monde.

La Russie possède les ports de Nicolaïef, d'Oczakof, et surtout celui de Sébastopol, si admirable par sa position, qui commande toute la mer Noire.

Mais depuis Bourgas jusqu'au Dniester, sur les côtes de la Bulgarie et de la Moldavie, on ne trouve que deux points propres à recevoir des établissemens de marine militaire, c'est le golfe de Varna, sur la côte de Bulgarie, et les bouches du Danube. Ces points sont cependant bien moins avantageux que Bourgas et Sébastopol. Le golfe de Varna est vaste et profond dans son centre (66); la flotte russe y entra, pendant la dernière guerre pour

canonner la ville; il est bien abrité, excepté de la partie de sud-sud-est et est-nord-est; mais les vents soufflent rarement de ce côté, et une flotte peut séjourner pendant l'hiver en toute sûreté à Varna. La position de la ville est très forte, et il semble que le port pourrait être défendu facilement du côté de terre. D'ailleurs, Varna est situé en delà du Balkan, et ne livre pas le passage de cette chaîne de montagnes, dont les défilés pourraient être aisément fortifiés. Le grand inconvénient du golfe de Varna est d'être trop ouvert, et il paraît qu'il faudrait des travaux immenses pour en fermer l'entrée et le mettre à l'abri des attaques d'une flotte ennemie. Il n'y a pas non plus assez de fond près de la côte pour que les bâtimens de haut-bord puissent en approcher, et la construction de bassins, en la supposant possible, exigera de grandes dépenses. La branche du Danube la plus profonde, celle de Soulina, n'a qu'une hauteur d'eau de douze pieds d'eau au passage de la barre, et quoiqu'elle devienne ensuite

beaucoup plus profonde, elle est inaccessible à la plupart des bâtimens de guerre.

Cependant les progrès de la navigation sur la mer Noire et sur la mer Égée, dans l'océan Indien même, en un mot dans l'Orient, semblent devoir introduire dans l'art naval un changement de la plus haute importance, un changement comparable à celui qui eut lieu, lorsque les armes à feu prirent la place des armes blanches. Dans l'Occident, sur les vastes océans Atlantique et Pacifique, l'étendue des distances oblige les vaisseaux à prendre, dans le milieu même qui les entoure, leurs moyens de locomotion. La navigation à voile convient donc seule à de si vastes trajets; la difficulté des approvisionnemens de charbon fait qu'on ne saurait y employer la navigation à vapeur. D'ailleurs, le cours des vents, dans ces mers, est à peu près régulier; le navigateur peut marcher des jours entiers et des semaines entières, sans changer une voile; il peut calculer, à très peu près, le moment de son arrivée d'après celui de

son départ. Mais, dans la mer Noire, dans la mer Égée, dans ces mers aussi importantes, malgré leur petitesse, que les Océans occidentaux, la navigation est bien différente. Dans les Dardanelles, le Bosphore et la mer Noire, les vents du nord soufflent les trois quarts de l'année, et opposent aux bâtimens à voile un obstacle insurmontable; dans la mer Égée, chaque île presque a son vent, et, lorsque ce vent est contraire aux bâtimens à voile, on doit attendre quelquefois des semaines entières pour franchir une courte distance. La multiplicité des îles, des écueils, rend cette mer excessivement dangereuse aux gros bâtimens, qui ne peuvent, d'ailleurs, profiter des contre-courans et des vents particuliers qui règnent souvent le long des côtes, et dont les petits bâtimens savent si bien tirer parti. D'ailleurs, dans ces mers, les points importans, les îles, les ports, les embouchures de fleuves se pressent; il importe de se transporter d'un point à un autre avec une grande rapidité, et d'employer, pour aborder,

des bâtimens d'un faible tirant d'eau. Sous ce rapport, la navigation à la vapeur semble particulièrement propre aux mers d'Orient, comme celle à la voile aux mers d'Occident. Pour l'établissement d'une pareille navigation, l'Autriche et les riverains du Danube ne craindraient aucune supériorité. Les rives du fleuve, depuis son embouchure jusqu'à Vienne, offrent d'immenses forêts et d'excellens bois de construction. On a trouvé près d'Orsova des mines de charbon de terre, qui approvisionnent aujourd'hui les paquebots du Danube ; on en trouverait probablement d'autres dans la partie inférieure du fleuve; la Grèce même offre déjà, sinon de la houille, au moins du lignite d'excellente qualité, et qui peut être employé pour la navigation (67). Les mines de fer de l'Autriche sont, depuis longtemps, célèbres pour le bas prix, l'abondance et la qualité de fer qu'elles produisent. Il est vrai que l'application de la machine à vapeur aux bâtimens de guerre commence à peine; mais cependant on a déjà obtenu d'importans résul-

tats ; des bâtimens de la plus grande dimension et mus par la vapeur accompagnent la flotte anglaise dans la mer Égée, et la supériorité assurée dans ces parages à cette nouvelle marine militaire, doit conduire à de rapides perfectionnemens. Or, dès qu'il s'agit de navigation à vapeur, les bouches du Danube, le port de Varna et peut-être même les bassins que l'on pourrait creuser à l'entrée du canal de Rassova deviennent d'excellentes stations, d'excellens bassins de construction et d'armement. D'ailleurs, pour une pareille navigation, il faut des équipages bien moins nombreux et des hommes bien moins habitués à la vie de matelot que pour une navigation à la voile. Ainsi disparaîtrait encore, pour les États du Danube, l'inconvénient de ne point posséder une population maritime. L'importance que l'Autriche donne, depuis quelques années, à la navigation à la vapeur semble prouver qu'elle a compris ce qu'il y avait là d'avenir pour elle.

SISMANOGLIO

CHAPITRE IV.

—

RUSSIE.

« Il faut que la Russie ait la clef de sa maison, » disait l'empereur Alexandre, en réclamant pour son empire la possession de Constantinople. Ce mot a fait fortune; et cependant une chose lui manquait pour être juste : c'était que la Russie fût l'unique habitant de la maison dont parlait Alexandre. Cette maison, c'est la mer Noire, et la Providence ne l'a pas exclusivement donnée à la Russie; la mer Noire appartient également à la Turquie, à l'Autriche, aux nations riveraines du Danube. Mais, à l'é-

SISMANOGLIO

poque dont il est question, les Turcs n'étaient que des Barbares avec lesquels on pouvait agir sans façon; la puissance de l'Autriche était au plus bas; les intérêts du Danube étaient loin d'avoir pris l'importance qu'ils ont acquise aujourd'hui. Depuis quelques années, les intérêts commerciaux et maritimes de l'Occident se sont multipliés, non seulement avec la Russie, mais aussi avec la Turquie et le Danube. La Russie a donc pu considérer, il y a trente ans, la possession du Bosphore et des Dardanelles comme une affaire purement russe. L'Europe doit la considérer aujourd'hui comme une affaire européenne.

Si, de nos jours, la conquête russe semble vouloir dépasser les limites que la nature même lui assigne, il y aurait injustice à méconnaître tout ce qu'elle eut de légitime et d'utile dans le passé. Avant les triomphes de Catherine la Grande et le traité de Kaïnardji qui en fut la suite, le pavillon russe ni celui d'aucune autre puissance ne pouvaient flotter dans la mer Noire,

réservée exclusivement au pavillon turc. L'embouchure des fleuves immenses qui parcourent la Russie, la côte nord de l'Euxin tout entière appartenaient aux Turcs. C'est bien alors que la Russie pouvait dire qu'il lui fallait la clef de sa maison.

L'embouchure du Dniester, du Bug, du Dnieper, du Don, fut conquise. Les arsenaux de Nicolaïef et d'Oczakof, les villes commerciales de Tangarok et d'Odessa (cette dernière, création du duc de Richelieu), furent fondés; un magnifique port militaire fut créé à Sébastopol. L'agriculture des provinces méridionales de l'empire reçut une vive impulsion, et elles s'annoncèrent bientôt comme étant appelées à devenir le grenier de céréales de l'Europe. La mer Noire fut déclarée libre et ouverte aux pavillons de toutes les nations. En même temps, l'orgueil musulman fut pour la première fois ébranlé, et les triomphes de la Russie préparèrent, avec l'émancipation des nations chrétiennes tributaires, la régénération de l'empire

ottoman. Depuis long-temps cet empire avait dégénéré des vertus civiles et guerrières qui avaient fait sa puissance; mais sa faiblesse actuelle était encore un secret; ce fut la Russie qui la mit à nu (68). « Deux mobiles seulement agissent sur les Turcs, disait, à la fin du dernier siècle, M. Félix de Beaujour dans son ouvrage sur le commerce de la Grèce, l'intérêt et la peur : la peur est le ressort universel de cet empire. Ceux qui ont vécu quelque temps à Constantinople savent qu'on n'obtient rien du divan que par la peur. Cette nation dédaigne l'urbanité des cabinets, qui est un hommage perpétuel à la dignité des nations, et qui, jusque sur les manifestes de guerre, tempère le langage insultant de la haine et de l'orgueil. Elle ne connaît que le sentiment qui résulte de la crainte et de la puissance des baïonnettes. Les Russes règnent aujourd'hui par leurs conseils sur les fiers Ottomans; de tous les peuples de l'Europe, eux seuls semblent avoir trouvé le chemin de leur cœur, parce qu'ils l'ont cherché le fer à la main (69). »

« Depuis un siècle, disait le fameux Ismaël-Bey, ministre des affaires étrangères, avec une métaphore expressive, la puissance ottomane est comme une tabatière garnie de brillans qui ne contient que des immondices; c'est la Russie qui en a enlevé le couvercle (70). » La Russie a donc eu le mérite, *sinon de détruire*, au moins d'apprivoiser l'orgueil ottoman, cet orgueil qui, suivant l'expression de M. Urquhart, se trouve à la racine de tous les maux de l'empire; elle a eu la gloire non moins réelle d'assurer l'émancipation des anciens rayas; elle l'a fait en poussant à la révolte la Grèce et la Servie, en prenant sous sa protection la Moldavie et la Valachie, en prêtant l'appui de son pavillon à la marine grecque, en multipliant à l'infini le nombre des protégés de ses consulats, en stipulant, après chaque victoire, de nouveaux avantages en faveur de l'exercice du culte chrétien. Cette œuvre d'émancipation sera toujours une belle page dans l'histoire de la Russie; et si quelque rigoriste se plaignait qu'elle ait été dictée par des motifs in-

téressés, on pourrait lui répondre que le but individuel poursuivi par la Russie était parfaitement légitime, et les moyens employés par elle bons et honorables à l'égard de l'ennemi qu'elle avait à combattre. Aussi les sympathies de l'Europe, les vœux des philanthropes accompagnaient, à cette époque, les armes de la Russie; et cette puissance eut une carrière de conquêtes rapides et progressives jusqu'à la signature du traité d'Andrinople, en 1829, époque qui fut l'apogée, nonpas certes de sa puissance réelle, mais de sa marche envahissante.

A cette époque, et à l'occasion des campagnes de 1828 et 1829, l'Europe s'inquiéta pour la première fois des progrès de la Russie sur les côtes de la mer Noire, et trouvant la Turquie suffisamment châtiée et affaiblie, a dit à la Russie: « C'est assez! » Alors, pour la première fois, l'indépendance des nations chrétiennes anciennement tributaires de la Turquie parut assez assurée, pour que leurs intérêts ne fussent plus confondus avec ceux de la Russie, et souvent

même exigeassent des mesures toutes contraires; alors l'Angleterre commença à prendre l'alarme pour son commerce oriental, et l'Autriche pour son équilibre européen; alors les janissaires renversés deux ans auparavant achevèrent d'être anéantis, et la Turquie, entrant à grands pas dans la voie des réformes, annonça à l'Europe que le temps de sa régénération politique était arrivé.

« L'état politique de la Turquie, disait M. Urquhart en 1833, est arrivé à une crise dont le dénouement, s'il est favorable, doit amener sa prompte régénération; et, s'il est défavorable, sa rapide dissolution. Les efforts longs, persévérans, jusqu'ici toujours heureux de la Russie, sont sur le point d'être couronnés d'un succès complet ou bien d'être entièrement frustrés. Mais la Russie elle-même paraît avoir senti le changement intervenu depuis le traité d'Andrinople dans sa position à l'égard de la Turquie et des puissances européennes. C'était à l'anéantissement de l'empire turc qu'elle

marchait ouvertement en 1828. « La guerre avec la Turquie, disait-elle, n'entraîne aucune complication dans les relations de la Russie avec ses alliés ; aucun pacte de garantie, aucune obligation politique n'attachent les destinées de l'empire ottoman aux stipulations réparatrices de 1814 et de 1815, à l'ombre desquelles l'Europe civilisée et chrétienne se repose après ses longues discordes, et voit ses gouvernemens unis par le souvenir d'une gloire commune et par une heureuse identité de principes et d'intentions (72). » Eh bien! cette puissance, vouée à la destruction par la Russie en 1828, devient sa protégée en 1833. C'est pour *protéger* l'existence, l'honneur de son antique ennemie, que la Russie déclare intervenir dans ses affaires intérieures, et conduire ses armées à Constantinople. On a souvent dit tout ce qu'il y avait de perfide dans cette prétendue protection ; cependant, peut-on méconnaître qu'elle plaçait la Russie dans une attitude nouvelle vis à vis de la Turquie et de l'Europe, qu'elle lui créait des engagemens

auxquels elle ne pouvait plus se soustraire? Ces *stipulations réparatrices* dont la garantie manquait encore à l'empire ottoman, la Russie elle-même a pris soin d'y suppléer par ses déclarations ; et si, désormais, elle était tentée d'oublier la nécessité de l'existence d'un empire turc, l'Europe n'aurait besoin d'invoquer contre elle que ses protestations et ses actes de 1833. »

« Deux causes, dit M. Slade, avaient précipité en 1828 les légions russes vers le Danube : l'organisation militaire entreprise en Turquie et la bataille de Navarin. Dans la réorganisation de l'armée, la Russie appréhendait les germes d'un nouveau pouvoir, qui, s'il se développait, pourrait devenir aussi formidable que les janissaires sous les Amurat et les Bajazet. Elle voyait que le temps approchait où ses armées auraient à combattre d'autres troupes que des hordes indisciplinées, et que c'était maintenant ou jamais le temps d'écraser sa rivale, épuisée par des convulsions intérieures. Mais pour lui assurer un succès rapide, sans lequel une guerre entreprise

au milieu de l'effervescence de l'Europe eût pu avorter par l'intervention étrangère, il lui fallait un autre motif d'action : ce motif fut la destruction inattendue de la flotte ottomane à Navarin, destruction qui laissa la Russie maîtresse de la mer Noire (73). »

« Lorsque le cabinet impérial, disait le comte Pozzo di Borgo en 1828, a examiné si le cas était arrivé de prendre les armes contre la Porte à la suite des provocations du sultan, il aurait pu exister des doutes sur l'urgence de cette mesure aux yeux de ceux qui n'avaient pas assez médité sur les effets des réformes sanglantes que le chef de l'empire ottoman venait d'exécuter avec une force terrible, et sur l'intérêt que la consolidation de cet empire inspirait aux cabinets de l'Europe en général, et notamment à ceux qui sont moins bien disposés envers la Russie; maintenant, l'expérience que nous venons faire doit réunir toutes les opinions en faveur du parti qui a été adopté. L'empereur a mis le système turc à l'épreuve, et Sa Majesté l'a trouvé

dans un commencement d'organisation physique et morale qu'il n'avait pas jusqu'à présent. Si le sultan a pu nous opposer une résistance plus vive, plus régulière, tandis qu'il avait à peine réuni les élémens de son nouveau plan de réforme et d'amélioration, combien l'aurions-nous trouvé formidable dans le cas où il aurait eu le temps de lui donner plus de solidité et de rendre impénétrable cette barrière que nous avons eu tant de peine à franchir, quoique l'art ne soit encore venu qu'imparfaitement à l'aide de la nature.

»Puisque les choses étaient telles, nous devons donc nous féliciter de les avoir attaqués, avant qu'ils nous devinssent plus dangereux; car le délai n'aurait fait qu'empirer notre situation relative et nous préparer de plus grands obstacles que ceux que nous rencontrons (74). » .

La Russie, en envoyant M. de Ribeaupierre à Constantinople en 1827, lui recommandait d'observer, avec la plus grande attention, la marche de la révolution qui s'accomplissait en Turquie;

de ne rien négliger pour que la Russie pût profiter de la dissolution de l'empire turc, si elle s'accomplissait; mais, dans le cas où le pouvoir du sultan devrait, au contraire, s'affermir par la révolution, « c'était une raison de plus d'accoutumer, dès à présent, les Turcs à témoigner à la Russie un juste respect, et de s'assurer, par l'exécution scrupuleuse des traités, la considération qui doit toujours être à Constantinople l'apanage de la Russie (75). »

La politique russe est trop éclairée pour ne pas s'être préparée à la réalisation de l'une comme de l'autre de ces deux hypothèses, et si aujourd'hui la conservation de l'empire turc paraît assurée, doit-on s'étonner que la Russie recherche l'amitié, l'intimité de la puissance qu'elle ne peut plus espérer d'anéantir? une affectation de prévenances et de bons offices n'est-elle pas désormais le seul moyen qui lui reste d'arranger au mieux ses affaires de voisinage? N'y a-t-il pas toute raison de regarder comme authentique la note de M. de Bontenieff au reis-

effendi, que les journaux ont dernièrement publiée, et dans laquelle le ministre russe reproche à la Turquie l'intérêt qu'elle témoigne à l'Angleterre et à la France, qui l'abandonnèrent en 1833, tandis qu'elle paie d'ingratitude les services que lui rendit la Russie à cette époque? Enfin, les réductions accordées à la Porte sur la contribution de guerre qui lui avait été imposée par le traité d'Andrinople, la promesse d'évacuer Silistrie, l'importance que la Russie a mise à établir l'opinion que cette concession était un pur effet de la magnanimité de l'empereur et de sa bienveillance à l'égard du sultan, semblent prouver que la Russie a compris la position nouvelle que la marche des évènemens lui impose à l'égard de la Turquie et de l'Europe, et qu'elle a, sinon entièrement abandonné, du moins ajourné, pour le présent, ses projets sur Constantinople. Après avoir achevé des conquêtes légitimes, après avoir rangé, sous sa domination, l'embouchure de tous ses fleuves, fécondé l'agriculture de ses provinces méridionales, ouvert la mer Noire au

commerce de toutes les nations, préparé la régénération de l'empire ottoman, elle aura compris, on peut l'espérer, que le temps du repos, que le besoin d'organiser est venu pour elle; et que, suivant la parole d'un diplomate français, « les forces qui ont été employées jusqu'ici à étendre l'empire seront désormais employées à *le gouverner*. »

Certes, il faudrait déplorer que l'Europe se montrât hostile ou injuste envers la Russie, méconnût les immenses services que cette puissance a rendus à la civilisation, lui contestât des avantages indispensables à son existence, essayât d'anéantir ses flottes, ses établissemens maritimes, les conquêtes qui assurent sa prospérité intérieure et sa prépondérance politique. Tous ces résultats ont été désirés, favorisés par l'Europe elle-même. Ils sont nécessaires à son équilibre, à sa prospérité. Ils ne tarderaient pas à se reproduire, s'ils pouvaient être un moment annulés. En Asie seulement, il semble que la Russie doit faire un pas en arrière, et laisser la barrière du

Caucase entre son territoire et ceux de la Turquie et de la Perse. Mais c'est qu'en dehors de cette frontière, si fortement marquée par la nature elle-même, la position de la Russie cesse d'être défensive, et devient agressive, se change en une menace perpétuelle à l'indépendance de ses voisins, et en une cause d'inquiétude pour l'Europe (*75 bis*).

Il n'est pas probable que la Russie prétende continuer, sous l'empire de circonstances nouvelles, ce qui fut l'œuvre d'une autre époque, qu'elle refuse de se renfermer dans les limites que la nature même lui assigne, et de se conformer aux justes désirs de l'Europe; toutefois, voulût-elle l'essayer, il est à croire qu'elle n'y réussirait pas.

On sait, depuis long-temps, que les forces militaires de la Russie ont été très exagérées; mais les campagnes de 1828 et de 1829 ont fourni, à cet égard, de nouvelles preuves, confirmées par les résultats de la campagne de Pologne en 1832. La sensation produite en Europe, par les désas-

tres de l'armée russe en Bulgarie, est constatée dans les dépêches de M. Pozzo di Borgo à son cabinet; l'ambassadeur insiste énergiquement sur la nécessité d'effacer, par des succès décisifs, l'impression causée par la campagne de 1828 (76).

« Nous observons et nous connaissons les Russes depuis cent ans, disait, à la même époque, le prince de Metternich à M. de Mortemart; leur force n'est que d'apparat, et elle l'est encore plus que jamais dans ce moment. Quant à leurs pertes, elles sont immenses; elles ne seront ni facilement, ni promptement réparées, et je ne puis m'expliquer que vous ne les jugiez pas de même (77). »

Un témoin oculaire, M. Slade, a fidèlement retracé l'état et les opérations de l'armée russe dans ces campagnes. On peut voir dans son récit la peinture de ce profond dédain de la vie humaine, fléau des armées russes, qui immole gratuitement des milliers d'hommes, de bonnes et vieilles troupes, sur les champs de bataille et dans les as-

sauts, dans les marches et dans les cantonnemens; quelle différence de cette stratégie avec celle des Turenne, des Condé, des Napoléon, si ménagère de la vie des soldats! On peut voir dans l'ouvrage de Slade les désordres de l'administration; les troupes sans vivres, sans charrois; sept mille hommes sur huit mille périssant dans les hôpitaux d'Andrinople, moissonnés par le froid, la misère et la faim bien plus que par la maladie, au milieu de cette ville populeuse et bien approvisionnée; les corps d'armée sans communications entre eux, dans une ignorance absolue des évènemens de la campagne; enfin l'impéritie des généraux qui ne pouvait être surpassée que par l'ineptie de leurs ennemis. « Les officiers de toutes les classes, dit M. Slade, étaient dégoûtés de leur vie militaire, qu'ils me dépeignaient comme un perpétuel ennui. De congés, il ne pouvait pas en être question. Un officier de la Finlande pouvait rester quinze ans en Bessarabie et *vice versâ*. Sous un point de vue général, ils me parlaient aussi de l'armée comme d'un

grand mal pour le pays; trop nombreuse pour la population de la Russie, elle était aussi trop coûteuse pour ses moyens, bien que la dépense, proportionnellement parlant, fût à peine un vingtième de celle de l'armée anglaise. La condamnation d'un million d'hommes au célibat arrête complètement le progrès de la population. Je ne veux pas dire que la Russie ait un million d'hommes sous les armes; mais le recrutement annuel nécessaire pour remplacer les cinquante mille hommes que l'armée perd chaque année, sans parler des tués, élève à un million le nombre d'hommes virils absorbés par la conscription. Une si effrayante mortalité n'est en aucune manière la conséquence d'une mauvaise constitution physique, encore bien moins d'habitudes d'ivresse chez le soldat; car le soldat russe n'a qu'une paie d'un schelling et six pences par mois, avec des rations de pain et de sel; mais cette mortalité provient du manque de propreté, de bien-être et surtout de bonne nourriture, qui rend les soldats incapables de supporter une longue fatigue; elle provient surtout du manque total de médecins et de médicamens (78).»

Espérons, dit un peu plus loin le même auteur, que la grandeur de la Russie sera abaissée par le même instrument qui a servi à l'élever, par l'armée. Lorsque nous considérons comment cette armée est recrutée; qu'il faut dans tous les cas marquer les conscrits et souvent les enchaîner pour les obliger à rejoindre leurs régimens, alors qu'ils ont dit un éternel adieu à leur famille et au bonheur; que le terme du service est de vingt-trois ans, terme que bien peu ont le bonheur d'atteindre; que, pendant cet intervalle, ils vivent exposés à de continuels mauvais traitemens, pires que ceux endurés par les nègres dans le temps où les directeurs pouvaient manier le fouet sans responsabilité; alors, si nous sommes surpris d'une chose, c'est que la moitié des soldats ne se suicident pas ou que tous ne se révoltent pas. Jusqu'ici cet état de choses contre nature a été maintenu par l'impossibilité où se trouvaient les soldats de juger de leur situation

relative; mais leur ignorance ne peut durer longtemps; si une seule étincelle d'intelligence tombe au milieu de ces matières combustibles, elle allumera un incendie que rien ne pourra plus éteindre (79). »

Cette déplorable organisation de l'armée russe n'a pas seulement pour effet d'atténuer sa force et de compromettre la tranquillité intérieure de l'empire; elle est la cause d'effroyables désordres dans les provinces occupées par ces armées; elle discrédite le nom russe et le rend odieux dans les pays même où l'empire avait trouvé d'abord ses plus fermes auxiliaires. Quels ravages l'armée russe n'a-t-elle pas exercés dans les provinces du Danube, pendant la guerre de 1810? Les mêmes excès ont été renouvelés dans les campagnes de 1828 et 1829; on peut en voir le récit dans l'ouvrage que nous citons. Que dire d'une armée qui, par simple manie de destruction, rase les villages, brûle les récoltes, dans un pays allié, et quand les bœufs et les hommes lui manquent, attelle les femmes à ses canons. Par

suite de ces désordres et de l'égoïsme excessif de sa politique, le Gouvernement russe a perdu aujourd'hui la confiance des populations chrétiennes de Turquie. Nous avons déjà parlé des dispositions de la Grèce et de la Servie à son égard; mais les sentimens des Bulgares lui sont aujourd'hui moins favorables encore. « L'influence russe, dit M. Slade, a diminué sensiblement dans ces contrées en conséquence de la dernière guerre. Les habitans, depuis cette époque, ont regardé les Russes avec un sentiment qui approche de l'horreur et qui prend sa source dans la similitude même de religion... Il leur en coûtait de les comparer aux Ottomans; ils le faisaient cependant à l'avantage de ces derniers.

» Lorsque l'armée russe quitta définitivement ses quartiers, en mai 1830, plus de vingt mille Bulgares, une partie de la population de Selimnia et d'Yamboli, celle d'Aydos et de Bourgas tout entière, abandonnèrent leur patrie et en même temps leur prospérité. Les soldats arrachèrent les vignes des émigrés, et, avant de quitter

Bourgas, quartier général du maréchal Diebitch, ils rasèrent les maisons. Il faut se rappeler que cette ville appartenait au sultan et qu'ils ne l'occupaient que par capitulation. De grandes souffrances attendaient les Bulgares, hommes, femmes et enfans, dans leur marche vers la Moldavie et la Valachie; des milliers périrent de fatigue et de faim, ou moururent de la peste qui leur fut communiquée par la garnison de la ville de Varna, où on les obligea de s'arrêter. J'ai vu depuis des lettres de quelques uns de ces exilés à leurs amis; ils les suppliaient de ne pas les suivre; ils se trouvaient dans un dénuement complet et désiraient retourner en Turquie; mais les Russes ne voulaient pas le leur permettre, ils les forçaient à se faire soldats (80). »

La nouvelle de l'évacuation de Silistrie, disait dernièrement la Gazette d'Augsbourg, a produit dans les principautés un contentement inexprimable; car on voit dans cette mesure la plus ferme garantie du maintien de la paix et des nouvelles institutions. La nouvelle de l'évacuation a réjoui surtout le paysan, qui n'a point oublié les traitemens qu'il a essuyés de la part des troupes, et les pertes qu'il a souffertes. Des personnes bien instruites affirment que l'entretien de l'armée russe et de ses fonctionnaires a coûté aux deux principautés, en argent et en contributions en nature, plus de 10 millions de ducats (120 millions de francs). Le pays a cruellement souffert, et il faudra des années pour effacer les traces des désordres qu'on rencontre à chaque pas (81). »

Les dispositions séditieuses de l'armée, dont M. Slade nous a exposé les trop justes causes, se sont manifestées par la révolte qui signala l'avènement de l'empereur Nicolas, par celle qui éclata dans les colonies militaires à l'époque du choléra et qui servit à assouvir la haine des soldats et des paysans de ces colonies contre ceux qui les avaient fondées. Mais ce n'est pas seulement dans l'armée que l'esprit de sédition fermente secrètement; il agite aussi les populations si diverses réunies sous le sceptre de l'empereur

SISMANOGLIO

et qui jusqu'ici ont retiré si peu de fruit de leur sujétion à un Gouvernement absorbé par le besoin de s'agrandir. Il existe, cet esprit de sédition, au sein même de la population russe, parmi cette multitude de serfs dont se compose la classe des cultivateurs; il fermente dans cette masse; et, ce qui est plus alarmant encore, l'esprit de secte, l'illuminisme des *rascolnites* s'y développe en même temps.

Quiconque a conversé avec des Russes, bien instruits des affaires de leur pays, a entendu les raisons bonnes ou mauvaises par lesquelles ils défendent l'institution du servage et cherchent à prouver que leurs serfs sont plus heureux que nos cultivateurs libres, quiconque, disons-nous, a entendu ces discours, demeure convaincu que les doctrines du pouvoir absolu, si chaudement soutenues par le Gouvernement russe, ont surtout pour but de prévenir une explosion qu'il craint et d'empêcher la transformation des serfs en classes bourgeoises.

Ces alarmes se sont manifestées par la cessation des mesures d'affranchissement que l'empereur Alexandre avait commencées avec tant d'ardeur; elles se sont manifestées par les entraves mises officiellement à la multiplication des écoles, par l'ignorance dans laquelle on maintient le clergé.

Telle est la situation intérieure de la Russie, tels sont les motifs qui doivent lui faire échanger une ardeur de conquête, désormais sans but, contre une activité plus bienfaisante à l'égard des pays et des populations qu'elle gouverne. Quelque haute distinction que la nation russe ait acquise dans la carrière des armes, nous pensons qu'il y a dans son caractère d'autres qualités plus éminentes encore que les vertus militaires. La Russie est, avant tout, agricole; elle est, en Orient, sous ce rapport ce que l'Angleterre est en Occident pour l'industrie mécanique. La fondation d'Odessa nous paraît dans son histoire un fait plus grand que la fondation de Sébastopol. Enfin, même dans un but militaire, le moment

est venu où il y a nécessité pour elle d'élever le moral de ses officiers et de ses soldats en accroissant la civilisation et les lumières de sa population. Cela est vrai surtout pour sa marine qui, malgré la belle tenue de quelques bâtimens stationnés dans l'Archipel et formés à l'école des marines occidentales, est encore dans l'état le plus arriéré. La Russie reconnaît et proclame elle-même cette nécessité; elle l'a déclaré dernièrement, dans une sorte de manifeste qu'elle a publié en réponse aux attaques des journaux anglais, et où elle a fait l'énumération de toutes les écoles créées depuis quelques années, pour l'instruction des officiers et des soldats de son armée et de sa marine. « C'est une grande erreur, dit en terminant l'auteur du manifeste, de croire que l'ignorance soit la meilleure garantie de la discipline militaire; la discipline militaire, comme toutes les relations civiles, ne peut, au contraire, que gagner par la culture intellectuelle. » Ces nouveaux principes admis par la

Russie dans l'organisation de son armée, semblent être le gage d'un changement prochain dans toute sa politique (82) (83).

L'Autriche, jusqu'en 1815, a vu avec calme les triomphes passés de la Russie, triomphes qui assuraient sa propre tranquillité; elle a toujours, avec une remarquable habileté, tiré parti pour son propre compte de la force croissante de la Russie. Dès 1735, elle engagea les Russes dans sa cause et appela l'armée du comte de Lascy sur les bords du Rhin. En 1799, elle ouvrit l'Italie et la Suisse à Souvaroff. En 1813, elle engagea l'empereur Alexandre dans une coalition dont elle-même nomma le généralissime, dans un congrès qui fut tenu dans sa propre capitale. De 1815 à 1830, elle a su faire servir la politique antilibérale de la Russie à maintenir son influence en Europe, et surtout en Italie (84).

Il y avait donc entre ces deux puissances une certaine apparence d'amitié; et cependant, en réalité, il existait entre elles une lutte dont l'*achar-*

nement, comme on l'a dit, *peut seul égaler le mystère*. Depuis l'époque de la Révolution française, le besoin de combattre les idées révolutionnaires, de maintenir l'ordre dans tout l'Occident et dans ses propres États, avait absorbé l'attention de l'Autriche, l'avait obligée à s'appuyer sur l'alliance de la Russie, et à garder le plus profond silence sur les chagrins que cette puissance lui faisait continuellement éprouver. *Si elle s'indignait à la vue d'un bouton russe sur sa frontière d'Orient, une cocarde tricolore sur sa frontière d'Occident l'alarmait encore davantage* (t. II, ch. XI). Cependant aujourd'hui les temps sont changés; *le coq gaulois s'est apprivoisé*. La France semble être enfin entrée dans une carrière d'améliorations sages et progressives; et tandis que le Gouvernement autrichien n'a plus à craindre de la nation des exemples révolutionnaires, il est également délivré des embarras que lui causaient les prédilections de la restauration pour la Russie : elle peut d'ailleurs également compter sur l'appui de l'Angle-

terre, sur celui des péninsules méridionales, peut-être même sur celui de la Prusse.

L'Autriche semble avoir voulu profiter de cette situation avec autant d'à-propos que d'habileté. Ne craignant plus, en Italie, les efforts de la propagande française, elle en a rappelé l'armée de réserve qu'elle y avait envoyée après les événemens de 1830; elle a ramené ses régimens dans leurs garnisons sur la frontière orientale; elle avait annoncé d'abord qu'elle allait désarmer, mais elle a dit depuis, avec plus de franchise, qu'il s'agissait moins d'un désarmement que d'un déplacement. Débarrassée de ses craintes antirévolutionnaires, l'Autriche peut aujourd'hui tourner entièrement ses forces contre la Russie; et si elle a réussi tant de fois à lutter avec avantage contre la France même et ses alliés, elle pourrait entrer en lice contre son nouvel adversaire avec quelque espoir de succès; pour triompher, elle n'aurait pas même besoin de déchaîner contre lui, ainsi qu'on l'en a elle-même menacée, *toutes les horreurs de la guerre* (85).

A ses propres forces, déjà si imposantes, elle pourrait joindre celles de nombreux alliés; et sans parler de l'Occident, dans cette question essentiellement orientale, l'Orient, la Turquie, l'Égypte, pourraient lui fournir d'utiles auxiliaires.

Toutefois, nous espérons sincèrement que ces hypothèses de guerre ne se réaliseront pas. « L'Autriche prendrait ombrage de la Russie conquérante, qui est déjà trop forte; mais les sentimens de l'empereur Nicolas assurent qu'il voudra concourir à une paix générale. Vous me dites que la gloire de législateur est celle qui lui sourira le plus, je n'en doute pas, car il a plus de conquêtes à faire dans son propre pays qu'en Europe, et elles lui vaudront davantage (86). »

CHAPITRE V.

—

TURQUIE.

Le sultan n'est pas seulement le chef de l'empire ottoman, il est encore le chef de l'islamisme; Constantinople n'est pas seulement la métropole de l'empire turc, elle est celle de l'Orient. Quand même la puissance semi-occidentale de la Russie profiterait d'un moment de crise et d'affaiblissement pour enlever Constantinople aux véritables représentans de l'Orient, cette possession ne tarderait pas à leur être arrachée, comme elle l'a été même aux Grecs : car il faut à l'Orient sa place dans le monde; il lui faut une

métropole qui lui permette de rivaliser avec l'Occident; de traiter avec lui d'égal à égal, d'échanger ses richesses avec les siennes, de lui résister même s'il le faut.

D'ailleurs ce n'est pas seulement la puissance, long-temps sommeillante, mais aujourd'hui réveillée, de l'Orient qui garantit aux chefs de l'islamisme la possession de Constantinople, achetée par huit siècles de combats. Jusqu'ici on n'a généralement voulu voir, dans la question de Constantinople, qu'un débat entre la Russie et la Turquie, et on n'a cherché de protectrices à celle-ci que dans les puissances d'Occident. Et cependant il y avait là une puissance, bien plus immédiatement intéressée que toute autre dans le débat, bien plus forte d'ailleurs que la Russie et la Turquie, et dont la volonté devait être décisive; c'était l'Autriche. Il semble qu'on l'ait crue morte, parce qu'il lui convenait de demeurer immobile. Nous avons vu cependant que l'Autriche, dès l'époque de Joseph II, déclarait qu'elle aimait mieux à Constantinople les turbans que

les chapeaux. Cet empereur disait aussi que jamais les Turcs ne sortiraient de Constantinople, parce que les puissances européennes ne pourraient s'entendre sur le choix de leur successeur. Le cabinet autrichien, jusqu'aujourd'hui, a suivi, sans jamais en dévier, cette même politique. Après une déclaration aussi formelle des intentions de l'Autriche, le maintien de la domination turque à Constantinople peut-il encore faire question? Tant que l'existence de l'empire ottoman n'a été que menacée, l'Autriche a pu juger convenable d'attendre, de laisser faire, et surtout de remettre à l'Angleterre et à la France le soin de combattre la Russie; mais du jour où le danger deviendrait imminent, l'Autriche déploierait autant de vigueur pour sauver l'empire turc qu'elle a montré de patience à le laisser attaquer.

Nous avons vu que la domination de la Turquie sur les régions de l'Europe qui avoisinent Constantinople était maintenant détruite ou devait tomber d'un moment à l'autre. C'est là un fait positif, incontestable, qui a ses raisons pro-

fondes dans le passé, et que l'avenir ne peut que développer. Ce fait, nous l'avons examiné dans toutes ses causes et dans toutes ses conséquences; nous avons vu quelles nouvelles combinaisons politiques devaient succéder, dans les anciennes provinces européennes, à la stérile et monotone unité du régime turc; quel système d'États devait s'organiser autour de Constantinople, et créer dans ces contrées une vie nouvelle qui aurait cette métropole pour centre. Les peuples du Danube sont déjà presque tous arrivés à un état bien voisin de l'indépendance absolue; il existe déjà un royaume de Grèce officiellement reconnu; l'Épire, la Thessalie, l'Albanie ont déjà manifesté bien des fois et d'une manière énergique leur désir d'émancipation, et n'attendent qu'un signal pour s'incorporer au nouveau royaume, dont les limites actuelles n'ont jamais pu être que provisoires. En partant de ces faits qui nous étaient donnés, et qu'il n'est donné à personne de changer, nous avons vu comment

l'organisation des États du Danube, comment l'agrandissement de la Grèce devaient faire équilibre à la Russie, arrêter ses projets d'envahissement, introduire la puissance autrichienne dans la politique orientale, ranimer les rivages de la mer Noire et de la mer Égée, et donner ainsi indirectement à la Turquie beaucoup plus qu'elle ne peut perdre à la destruction d'une souveraineté directe, non moins funeste à elle-même qu'aux peuples qui en supportent le poids.

Réduite à la Thrace et à ses possessions asiatiques, la Turquie se trouvera-t-elle d'ailleurs si fort affaiblie? La Thrace a une surface d'environ soixante lieues de base sur cinquante lieues de hauteur, ce qui fait trois mille lieues carrées; elle est fermée à l'ouest par le Rhodope, au nord par le Balkan, et les défilés qui livrent passage à travers ces montagnes semblent pouvoir être aisément fortifiés et rendus inexpugnables. Sa population est évaluée en moyenne à un million, sans compter les cinq cents mille habitans de Constantinople. Cette population est en grande

partie composée de Bulgares, qui, à la différence des autres rayas, parlent, outre leur langue nationale, la langue turque, et dont un grand nombre, répandu dans le Rhodope et le Balkan, professe l'islamisme. La Thrace contient quelques unes des villes les plus populeuses de l'empire : Andrinople, la seconde capitale, compte cent vingt mille habitans, Philippopoli en compte soixante mille, Gallipoli quinze mille, etc. Bourgas sur la mer Noire est un des plus magnifiques ports militaires qu'il y ait au monde. Enos, situé à l'embouchure de la Marizza dans la mer Égée, peut devenir un entrepôt maritime pour le commerce de toute la province, et même pour le commerce du Danube. Si la Thrace, aujourd'hui déserte, était bien cultivée, elle donnerait en peu d'années à la Porte, plus que toutes les provinces d'Europe qu'elle a si long-temps inutilement possédées.

Les provinces de l'Asie-Mineure, qui sont sous la domination immédiate et directe de la Porte, représentent à peu près un rectangle de trois cent

soixante lieues de base sur cent lieues de hauteur, compris entre le 24e et le 42e degré de longitude, le 37e et le 41e degré de latitude. Il y a là une surface de trente-six mille lieues carrées, c'est à dire un tiers de plus que la surface de la France, et la population, évaluée proportionnellement à un quart de celle de la France, s'élève à onze millions d'habitans ; c'est aussi l'évaluation la plus probable donnée par les écrivains qui se sont occupés de la Turquie.

Cette population comprend deux ou trois millions d'Arméniens, seul peuple raya qui ne se soit jamais révolté, et qui, par sa puissance industrielle et financière, a tellement lié ses intérêts à ceux de l'empire, qu'il ne pourrait que perdre à son renversement. Les autres habitans de l'Asie-Mineure, à un petit nombre d'exceptions près, sont musulmans, quelques uns de race kurde, la plupart de race turque. C'est une population croyante jusqu'au fanatisme, courageuse, endurcie aux privations et à la fatigue, et qui n'a besoin que d'être dirigée pour

devenir un instrument de puissance redoutable.

Le massif de l'Asie-Mineure est borné, au nord, par les Dardanelles, le Bosphore et la côte sud de la mer Noire; à l'ouest, par l'Archipel; au midi, par le golfe de Chypre et la chaîne du Taurus; à l'est, par les chaînon sdu Caucase et les montagnes d'Arménie. Il renferme Erzeroum, Trébisonde, Scutari, Broussa, Smyrne. Il est flanqué des îles de Lesbos, Chio, Lemnos, Rhodes, Chypre; bordé par trois mers, adossé à de hautes montagnes. L'Asie-Mineure offre une position également favorable sous le rapport militaire et sous le rapport commercial. Si l'on voulait ajouter à ce territoire le Kurdistan turc et les pachaliks de Bagdad et de Bassora, qui appartiennent en propre à la Turquie, et qui contiennent de vastes espaces déserts et une population presque entièrement nomade, ce serait une addition de douze mille lieues carrées aux surfaces que nous avons déjà calculées; et cette addition comprendrait le cours presque entier du Tigre et la portion la plus importante de celui de

l'Euphrate jusqu'à l'embouchure de ces deux fleuves dans le golfe Persique.

Enfin, dans ce tableau du territoire de l'empire turc, il est juste de faire figurer l'Égypte et la Syrie, soumises à Mehemed-Ali, l'Arabie et les provinces barbaresques, sur lesquelles la Turquie possède un droit de suzeraineté, qu'elle doit probablement conserver.

La Thrace et l'Asie-Mineure, tel est le théâtre où doit se développer à l'avenir la nation ottomane; et avec le Bosphore, les Dardanelles et Constantinople, cette habitation est encore la plus magnifique qu'un peuple ait reçue de la nature. C'est dans cette enceinte que la nation turque doit se préparer et s'exercer au rôle qui lui est réservé en Orient. Pour devenir apte à remplir sa mission, quelles transformations a-t-elle déjà subies depuis son établissement? Quelles ont été les réformes opérées dans la révolution actuelle? Quels progrès nouveaux la Turquie doit-elle encore accomplir? Telles sont les questions que nous devons maintenant examiner.

© SISMANOGLIO

Mais, avant de commencer, qu'il nous soit permis d'invoquer encore une fois en faveur de la nation ottomane l'équité des hommes d'Occident auxquels nous nous adressons. Presque tous, nous avons puisé dans notre éducation des préjugés bizarres ou hostiles contre ce peuple; et si important qu'ait été et doive être son rôle historique, il nous est difficile de le juger avec impartialité. Il y a deux choses que nous ne devons jamais oublier, lorsque nous parlons des Turcs, l'hémisphère auquel ils appartiennent, et l'âge de civilisation auquel ils sont parvenus. Il y aura toujours des traits distinctifs, des contrastes, des incompatibilités entre les peuples d'Orient et d'Occident. La Providence a tracé de sa main ces différences, et ne les effacera pas; notre devoir est de les respecter. D'un autre côté, pour bien juger les Turcs, nous devons souvent les comparer, non pas à ce que nous sommes, mais à ce que nous avons été. Sous beaucoup de rapports, ils se trouvent au point où nous étions nous-mêmes il y a quelques siècles; et, s'ils ont

gardé les vices de ces vieux temps, il faut convenir aussi qu'ils en ont conservé les vertus.

Nous reprochons souvent aux Turcs leur disposition stationnaire et rétrograde. Ce reproche, ils ne l'ont pas toujours mérité; l'Europe ne les appelait pas stationnaires lorsqu'ils prenaient Constantinople, lorsqu'ils enlevaient Rhodes aux chevaliers de Jérusalem, lorsqu'ils campaient devant Vienne, lorsque leur cavalerie pénétrait jusque dans les gorges de la Carniole et de la Carinthie, et, ne trouvant plus de route, hissait ses chevaux avec des cordes par dessus les rochers.

Depuis ce temps, nous le savons, ils se sont arrêtés; mais n'avaient-ils pas besoin d'immobilité et de repos? Sortis des déserts de la Tartarie, ayant gardé, pendant la conquête, leurs habitudes de guerriers pasteurs et nomades, ils étaient destinés cependant à prendre place un jour au conseil des peuples européens, et il fallait qu'ils adoptassent des habitudes plus sédentaires, au risque même de tomber momenta-

nément dans la mollesse. Ceci explique aussi pourquoi on a pu si justement adresser à leurs souverains, à ceux surtout des derniers temps, le reproche de cruauté. Un peuple ne subit pas, sans souffrances, sans crises violentes, une transformation aussi profonde. Lorsque nos pères, sortant des forêts de la Germanie, s'établirent dans les royaumes d'Occident, ne méritèrent-ils pas aussi les reproches de cruauté et d'indolence? Pouvons-nous oublier que nos ancêtres eurent une race de rois fainéans? D'ailleurs, n'y a-t-il rien eu de bon, de providentiel dans cette disposition stationnaire des Turcs? Au moment où l'Occident, où la France, en particulier, se montrait animée d'une ardeur immodérée de progrès, lorsqu'elle se ruait en aveugle à travers les débordemens de sa révolution, n'était-il pas bien que dans une autre partie de la terre, à peu de distance, un autre peuple, un peuple grand dans l'histoire, se cramponnât, avec une obstination non moins prodigieuse, à ses mœurs antiques, à son igno-

rance primitive, à sa vie de race pastorale? N'avait-on pas dépassé la limite d'un côté comme de l'autre? La brutalité du matérialisme ottoman était-elle plus épouvantable que l'extravagance du spiritualisme français? Lorsque Mahmoud fit sa révolution, ce fut l'étendard du prophète qu'il déploya contre les janissaires; ce fut au nom de la foi antique qu'il appela son peuple à la réforme. N'était-ce pas là un procédé révolutionnaire moins énergique peut-être, mais aussi moins déplorable que ceux dont la France subit l'épreuve? Il n'y eut là ni fêtes de l'Être suprême, ni terreur à l'ordre du jour, ni guillotine en permanence, ni cet effroyable jargon révolutionnaire, sans doute aussi inintelligible aux Turcs de notre temps, que peuvent l'être la plupart de nos romans, drames, contes, mémoires, tableaux de mœurs, analyses de passions, peintures du cœur humain, lamentations sur le siècle, invocations à l'avenir, et autres œuvres littéraires, dont nous sommes inondés, qui se plaisent à nous étaler

les plaies de notre société, et qui les font saigner pour nous mieux les faire sentir.

Mais en voilà bien assez pour la justification des Ottomans (88).

On n'a pas assez remarqué combien, pendant l'ère chrétienne, le mouvement social de l'Orient et celui de l'Occident offrirent de similitude. A côté des institutions religieuses fondées par l'Église latine, les Germains établirent en Occident la féodalité et réhabilitèrent les lois et les coutumes de l'empire romain. De même, à côté des dogmes proclamés par le prophète, les Turcs introduisirent en Orient des institutions politiques tout à fait distinctes, des institutions tirées de leurs propres fonds ou empruntées aux peuples vaincus, aux Arabes et aux Grecs. Seulement les Turcs firent leur œuvre plus tard et plus difficilement, précisément à cause des obstacles que leur opposait l'omnipotence du dogme islamique, et l'envahissement du pouvoir temporel par le pouvoir spirituel.

Le nom même d'Osmanlis ou d'Ottomans, que

les Turcs adoptèrent, fut une première réaction contre le dogme de Mahomet. Les Arabes, fidèles à l'esprit de leur croyance, n'avaient pris dans leurs conquêtes d'autre nom que celui de musulmans ou de Sarrasins (89); les Ottomans prirent le nom du fondateur de leur famille. Aujourd'hui même, ce nom est encore exclusivement réservé aux descendans des premiers conquérans qui s'établirent en Europe. Les familles turques d'Asie, même les plus illustres, ne sont pas admises à le porter. Ainsi, le début des Osmanlis fut une protestation de l'esprit de *race* contre l'anathème dont l'avait frappé le Coran.

Amurath Ier, ou plutôt son beau-frère, le fameux Aladin, créa les janissaires, une des institutions militaires les plus vigoureuses qui aient jamais existé, puisque se recrutant parmi les enfans des tributaires enlevés par force et convertis à l'islamisme, elle s'étendait ainsi en même temps que la conquête, par la conquête même, et que les janissaires animés d'un prosélytisme ardent, étrangers à l'esprit

de famille, étaient tout entiers dominés par l'esprit de corps et par le fanatisme (90). Les janissaires furent la contre-partie de nos ordres religieux et militaires, les templiers, qui, si Philippe le Bel ne les eût anéantis, fussent devenus les janissaires de l'Occident. Une véritable féodalité fut instituée par la création des spahiliks ou fiefs, qui furent distribués aux chefs des conquérans à charge du service militaire; cette féodalité subsiste encore dans toute l'Asie-Mineure, et, malgré son affaiblissement, c'est elle encore qui fournit aux Turcs, en cas de guerre, leur nombreuse et redoutable cavalerie. Des colonies turques furent transportées d'Asie en Europe et préposées à la défense des passages les plus importans. La prise de Constantinople fut le signal d'une nouvelle organisation de l'empire. L'étiquette fastueuse de la cour de Byzance passa en grande partie dans la cour des sultans. Une foule de pratiques qu'on peut appeler serviles, même en parlant de l'Orient, sont dérivées de cette source. « Ce

n'est pas ma volonté que quelqu'un mange avec Ma Majesté Impériale, dit Mahomet II; mes illustres ancêtres avaient autrefois l'habitude de manger avec leurs visirs, mais je l'ai abolie (91). » C'est de la cour de Byzance qu'est venue l'institution des eunuques noirs et blancs du sérail, institution essentiellement contraire à l'esprit de l'islamisme (92).

Mahomet n'avait pas laissé d'héritier mâle. Les émirs, sa postérité, sont les descendans de sa fille Fatime; et voilà pourquoi, sans doute, cette espèce de noblesse se transmet par les femmes aussi bien que par les hommes; dans la descendance de Mahomet, le ventre ennoblit. Privé de postérité mâle, Mahomet ne laissa non plus aucune règle, pour l'ordre de succession au califat. De graves dissensions signalèrent l'avènement des quatre premiers califes ses disciples, et ont causé le schisme qui existe encore aujourd'hui parmi les musulmans. La même absence d'une loi de succession produisit les sanglantes catastrophes qui signalèrent le règne et

produisirent la chute des dynasties arabes, omniades et abassides. Ces exemples, les disputes même qui s'étaient élevées entre les successeurs d'Osman avaient vivement frappé Mahomet II. Il comprit qu'il fallait donner pour base à son empire la stabilité de la dynastie souveraine et la fixité du droit de succession. Cette œuvre était d'autant plus nécessaire, que les droits de la famille sont le fondement de toute société orientale; d'autant plus difficile, qu'elle se trouvait contrariée par la loi religieuse. Aussi, Mahomet II ne recula pas, même devant la loi du fratricide. « Les plus savans des légistes ont déclaré que ceux de mes illustres fils ou petits-fils qui monteront sur le trône pourront faire exécuter leurs frères, afin d'assurer le repos du monde; ils devront agir en conséquence (93). » Pour rendre ce fetwah, les oulémas s'appuyèrent sur la sentence suivante du Coran : « Le désordre est plus pernicieux que le meurtre. » Par suite du même principe, les héritiers mâles des filles du sultan furent condamnés à mourir au

moment de leur naissance. Mahomet II sauva l'empire à peu près comme le premier Brutus avait sauvé sa république.

Afin de mieux assurer l'hérédité dans la famille ottomane, au milieu de cette société si turbulente encore et si indisciplinée, on régla qu'à sa mort, le sultan aurait pour successeur, non pas l'aîné de ses fils, mais le plus âgé de ses neveux, le fils ne succédant directement au père qu'au défaut d'héritier collatéral (94). Les fils et les neveux du sultan régnant ne se montrèrent au peuple que pendant leur enfance; la crainte des révoltes neutralisa, chez les pères, les sentimens de la nature, et fit condamner les jeunes princes à une sorte de captivité oisive et dégradante, aussitôt qu'ils avaient dépassé la première époque de leur vie. Telle est l'école d'où sortirent tous les sultans depuis Soliman le Magnifique. Tout fut sacrifié à la consolidation du principe d'hérédité, et il faut dire que, dans leur sanglante prévoyance, les fondateurs de la monarchie ottomane avaient du moins

bien calculé. Au moment où l'empire allait succomber, c'est par la puissance du principe d'hérédité que Mahmoud s'est trouvé capable de le sauver en le réformant.

Amurath III remplaça les petites circonscriptions établies dans l'empire par de grands pachaliks, et les gouverneurs à vie par des pachas nommés annuellement. Les ayans ou chefs municipaux des grandes cités furent institués par Soliman le Magnifique.

Mais les sultans n'avaient pas seulement des musulmans à gouverner, une nombreuse population chrétienne reconnaissait aussi leur domination. Il n'y avait pas à mettre en œuvre, de musulmans à chrétiens, les moyens de conversion employés par les chrétiens d'Occident envers les idolâtres ; il fallait des institutions toutes spéciales et en harmonie avec le caractère de l'islamisme : Mahomet II les créa. Une grande puissance, non seulement spirituelle, mais civile, fut donnée au patriarche des Grecs, à celui des Arméniens, au rabbin des juifs, sur les sectateurs

de leur religion. Les sultans eurent ainsi, à côté d'eux et sous leurs mains, les hommes qui exerçaient la plus grande influence sur les rayas.

Les souverains ottomans s'attribuèrent la succession au califat et concentrèrent dans leur personne le pouvoir civil et religieux, non seulement sur leurs sujets directs, mais sur tous les musulmans.

Enfin, les sultans de cette époque ne furent pas moins bons diplomates que guerriers.

« Il y a cent soixante ans, dit M. Gordon, qu'un Bayle de Venise, fort expérimenté, s'entretenant à Andrinople avec sir John Chardin, lui disait : La politique des Turcs vaut mieux que celle de l'Europe, car elle est fondée sur le simple bon-sens et va droit à son but, sans se laisser arrêter par des formes et des maximes artificielles (96). »

Trop habiles pour faire aux chrétiens une guerre aveugle et sans trève, les sultans secouraient, suivant les circonstances, les infidèles contre les infidèles, et s'efforçaient d'affaiblir

les puissances chrétiennes les unes par les autres (97).

Cependant, depuis la paix de Carlowitz, qui marqua la fin du dix-huitième siècle, l'empire turc était en décadence; les institutions qui avaient servi à l'établir s'étaient dénaturées ou s'étaient tournées contre lui-même. Les janissaires, admirable instrument de conquête, maintenant que l'empire avait atteint la limite de son extension, n'étaient plus qu'une milice turbulente, redoutable aux sultans et au peuple, un obstacle à tous les progrès. L'étiquette des vieilles cours d'Asie donnait aux sultans une idée extravagante de leur grandeur; ils abandonnèrent les camps, s'enfermèrent dans leur sérail, pour ne plus s'y occuper que de voluptés, d'intrigues et de proscriptions; ils s'emparèrent du droit que leurs prédécesseurs ne connaissaient point, de condamner à mort sans jugement (98). Leur éducation, dirigée dans le but d'empêcher la révolte des héritiers présomptifs, lorsqu'ils étaient parvenus au trône les livrait à la merci

de leurs ministres et, plus encore, aux caprices de leurs favoris, qui ne tardaient pas à s'emparer du pouvoir, à faire la guerre et la paix, à régler, d'après leur intérêt, toutes les affaires de l'empire.

Les grandes municipalités devinrent de plus en plus indépendantes; les déré-beys se constituèrent possesseurs héréditaires de leurs spahiliks et s'exemptèrent du service militaire par le paiement d'une modique redevance; les grands pachas étendirent de plus en plus le territoire soumis à leur domination et visèrent également à rendre leur pouvoir héréditaire; les pachas comme les déré-beys, par la violence et l'usure, s'approprièrent les terres des habitans, qui ne leur payaient, originellement, qu'une simple redevance, et se créèrent ainsi de vastes *tchiflics* ou domaines particuliers. Les rayas, dont les sultans avaient protégé l'existence nationale, soit pour obéir aux maximes du Coran, soit afin de conserver à la Porte une source de richesses, un élément de puissance contre l'agression étran-

gère et de résistance contre la rébellion intérieure; les rayas étaient cependant traités en peuple conquis par les propriétaires turcs et les employés subalternes; leur sort était assez semblable à celui des populations latines sous la domination des premiers conquérans germains; ils étaient souvent réduits à inféoder leurs propriétés aux mosquées musulmanes, comme autrefois on en faisait hommage aux églises chrétiennes, afin d'en conserver au moins l'usufruit à leur postérité. Favorisées par la tolérance du Gouvernement, aigries par les mauvais traitemens des propriétaires et des employés turcs, les populations chrétiennes souhaitaient de plus en plus leur affranchissement, et le préparaient.

L'avènement de Mahmoud fut l'époque du plus grand affaissement de l'empire. Ali-Pacha était à peu près souverain dans la péninsule hellénique; Passawend Oglou à Widin; Mehemed-Ali en Égypte. Les janissaires, quelques mois auparavant, avaient déposé Sélim, et les ayans, ainsi que les grands propriétaires de la

Macédoine et de la Roumélie, ayant formé une ligue sous le nom de *séimans*, avaient marché sur Constantinople, détrôné Mustapha et tiré du sérail son frère Mahmoud pour le mettre sur le trône. La Russie était de plus en plus menaçante; elle avait l'Angleterre pour alliée; elle poussait à la révolte les Grecs et les Serviens.

C'est dans ces circonstances que Mahmoud commença son règne (11 octobre 1808). Élevé dans la haine des janissaires, par son oncle, l'infortuné Sélim, il était bien décidé à poursuivre leur destruction et à réformer l'empire, quoi qu'il en pût coûter.

Des circonstances tout à fait extraordinaires signalèrent son avènement. « On ne voit pas, dit M. Rizzo, dans les annales de l'empire ottoman, une révolution pareille à celle qui fit descendre du trône Mustapha IV et mit Mahmoud à sa place. Plusieurs fois, les janissaires avaient détrôné les sultans, mais on n'avait jamais vu les chefs d'une ligue de gouverneurs marcher sur Constantinople et

SISMANOGLIO

déposer, à main armée, leur souverain. C'est un exemple unique dans l'histoire des révolutions ottomanes (99). » C'est ainsi qu'au début de la Révolution française, l'institution d'une assemblée *constituante* annonça, tout d'abord, que les bases de l'ancienne monarchie se trouvaient renversées. Heureusement, pour combattre les périls qui menaçaient l'empire et accomplir son rôle de réformateur, Mahmoud était revêtu d'un caractère qui valait bien, pour sa nation, *un mandat du peuple;* il était l'unique héritier de la famille ottomane, il avait, pour lui, le *droit divin*, et connaissait la puissance que ce droit lui donnait.

Mahmoud avait, devant lui, une tâche immense; il fallait qu'il fît à lui seul ce qu'ont fait en France les rois depuis Louis le Gros, et ce qui n'a été terminé que par la Convention. Il fallait qu'il réduisît à l'obéissance les gouverneurs élus des provinces, les chefs des grandes cités, les chefs héréditaires des familles féodales, les pachas, les ayans, les déré-beys; il fallait

qu'il extirpât les janissaires, qu'il émancipât les rayas mûrs pour l'indépendance, qu'il établît des rapports nouveaux avec les populations musulmanes lasses de leur ancienne sujétion, qu'il abaissât l'orgueil excessif de la religion dominante, qu'il apprît la tolérance aux musulmans et les préparât à pactiser un jour avec les chrétiens. Il fallait qu'il fût à lui seul un Louis le Gros, un Louis XI, un Richelieu, une Convention. N'était-ce pas, pour une vie d'homme, une œuvre immense? Mahmoud y a suffi cependant. S'il y a encore beaucoup à faire, qui pourrait lui reprocher de n'avoir pas assez fait?

« L'homme sous les auspices de qui se sont accomplis de tels évènemens, a dit M. Urquhart, n'est certes pas un homme ordinaire, lors même que ces évènemens auraient été produits par le changement des circonstances plutôt que par ses combinaisons. Ce n'est pas pour lui une petite gloire, surtout si l'on tient compte de son éducation, d'avoir su changer avec les circonstances et profiter de leur changement.

Au milieu de la paralysation générale de tous les pouvoirs, l'homme, plus encore que le sultan, est demeuré le seul lien de l'empire. »

Outre ces grandes œuvres révolutionnaires, Mahmoud a fait encore d'importantes réformes. Il a organisé une armée régulière, il a rétabli sa marine détruite à Navarin, et en a confié le commandement à un chef habile; il a introduit plus de régularité au moins dans les formes de son administration, et a rapproché ces formes de celles qui existent en Europe; il a donné à son armée et à ses fonctionnaires un costume nouveau, d'assez mauvais goût, il est vrai, mais enfin momentanément utile pour remplacer celui auquel se rattachaient les habitudes routinières, les préjugés orgueilleux des Ottomans; il a établi un mode nouveau pour le prélèvement du karatch ou impôt de capitation, payé par les rayas (100); il a créé des budgets provinciaux, envoyés périodiquement au ministère, et créé un contrôle pour les dépenses des gouverneurs. Il a surtout favorisé les sentimens de tolérance à l'égard des Francs; ceux-ci ont pu pénétrer dans les mosquées et parcourir la plupart des provinces de l'empire, même en conservant leur costume, sans avoir d'insultes à redouter. Quelques anciennes lois, empreintes encore de la barbarie des temps qui les avaient vues naître, ont été abolies. Les filles du sultan ne sont plus séparées de leurs époux après leur mariage, leurs fils ne sont plus condamnés à périr en naissant. Le vieux cérémonial de la Porte pour la réception des ambassadeurs francs a été supprimé; le sultan et le grand visir même ne sont plus comme autrefois des êtres invisibles; enfin on a compris, même en Turquie, la puissance de l'opinion, soit à l'intérieur, soit à l'étranger; la Turquie a ses journaux, et on ne saurait méconnaître le bien qu'ils ont déjà produit, et qu'ils doivent encore produire (101).

Cependant, la partie positive, administrative, organique, des réformes de Mahmoud, semble n'avoir eu jusqu'ici qu'un résultat superficiel,

SISMANOGLIO

et n'avoir que faiblement modifié tout ce qui n'est pas à Constantinople même ou dans le voisinage immédiat. Mahmoud, comme tous les génies révolutionnaires, a rompu la chaîne des temps. Il s'est pris d'une ardente passion pour la civilisation occidentale, et a voulu à tout prix l'importer dans son empire, sans prendre même la peine d'en modifier les parties hétérogènes. Sa réforme du costume a pu être momentanément nécessaire; mais, telle qu'il l'a conçue, elle est trop contraire aux habitudes du peuple et à son goût inné pour ce qui est magnifique et beau, elle ne pourra long-temps subsister (102). Le changement devait être d'abord universel, il est restreint aujourd'hui à l'armée et aux fonctionnaires publics. Il arrivera en Turquie ce qui arrive maintenant en Grèce; le costume national sera modifié, sans doute, mais ne périra pas. L'inflexibilité de notre discipline militaire ne convient point aux Orientaux, non plus que l'habillement de nos soldats. En Turquie comme en Grèce, il faudra pour l'armée adopter une

organisation mitoyenne entre le système régulier et le système irrégulier. L'ancienne cavalerie turque était peut-être la meilleure cavalerie irrégulière qu'il y eût au monde, et il fallait peu de chose pour la transformer en cavalerie régulière. Le sultan l'a paralysée en voulant en faire une cavalerie à l'européenne (103).

Parmi les grandes réformes qui doivent immédiatement fixer l'attention du Gouvernement turc, figure en première ligne celle de l'administration intérieure des provinces, administration dont M. Urquhart a, comme il le dit lui-même, livré le secret, rigoureusement caché jusqu'ici, ou tout au moins inconnu à l'Europe (t. I, ch. VI).

L'administration des provinces est, par le fait, entièrement entre les mains des banquiers arméniens; leur puissance est, à beaucoup d'égards, semblable à celle que possédaient nos traitans avant la Révolution. C'est de la part des Arméniens même rapacité, mêmes désordres, et de la part du Gouvernement même empresse-

ment à leur faire de temps à autre rendre gorge.

Le pouvoir héréditaire des chefs locaux ayant été détruit, les pachaliks, comme nous l'avons dit, furent créés à la place des petits gouvernemens abolis; ces pachaliks sont donnés au plus offrant, et souvent la ferme des revenus est concédée au même adjudicataire. En Turquie, où tout fonctionnaire public devient en quelque sorte l'esclave du sultan, tellement que son héritage même appartient à son maître, les hommes riches et probes ont toujours évité jusqu'ici les emplois publics. Les prétendans aux pachaliks sont donc en général des hommes de peu de consistance, ne possédant pas, par eux-mêmes, les moyens de fournir la caution que l'état exige. Les banquiers arméniens suppléent, par leurs capitaux, aux ressources que n'ont pas les candidats, et ils leur font payer cher ce service. M. Urquhart a raconté, avec les plus grands détails, les moyens mis en œuvre par les Arméniens pour rançonner leurs protégés et les tenir à leur merci, les énormes commissions qu'ils

prélèvent pour leurs déboursés, les présens qu'ils exigent, les intrigues qu'ils ourdissent et auxquelles nulle chance de fortune, pas même l'élévation au rang de grand visir, ne peut soustraire le pacha. Dans le fait, l'administration des provinces est entièrement entre les mains des Arméniens; ils exigent l'impôt du paysan avant même l'époque réglée par la loi; ils le mettent ainsi dans l'impossibilité de payer, et lui font alors des avances en prélevant des intérêts énormes.

Jusqu'ici la Porte les a protégés parce qu'ils lui offrent un moyen, bien coûteux il est vrai, mais enfin commode et sûr, de percevoir ses revenus. La résidence du corps entier des banquiers arméniens et de leurs familles, à Constantinople, les met à sa discrétion. Cependant, cette année, pour la première fois, la Porte a essayé une réforme du système des fermes; elle a ordonné que les impôts de quelques pachaliks seraient prélevés en régie et pour son compte; mais on sait combien une pareille réforme est difficile, combien il faudra de

temps et d'efforts avant que la Porte parvienne à instituer d'une manière régulière la perception de l'impôt, et puisse se passer du secours des financiers qui l'exploitent. Persuadés que l'Europe a besoin de connaître, sans aucune réserve, l'état actuel de la Turquie, et que cette puissance a assez d'avenir pour ne redouter aucune révélation relative à son état présent, nous insérons en note quelques détails sur l'administration d'un des pachaliks. Ces détails, dont nous garantissons l'exactitude, feront ressortir l'étendue du mal qu'il s'agit de réformer (104).

L'histoire des dernières années nous présente, en Turquie, quelques exemples remarquables de l'influence acquise par les banquiers. Sous le règne bien court, il est vrai, du prédécesseur de Mahmoud, de Mustapha IV, un banquier, l'Arménien Manuk, fut le pivot de toutes les affaires politiques de l'empire; et pour la première fois, dit M. Rizzo, la diplomatie inscrivit au nombre de ses adeptes un fils de l'Arménie. Alors aussi, pour la première fois, on vit

les banquiers de Constantinople jouer un rôle dans les affaires publiques; ils étaient presque tous Arméniens ou Juifs, excepté deux ou trois Grecs de Scio et quelques chrétiens de l'Asie-Mineure (105). L'emprisonnement d'un autre banquier, de Danizi, protégé de la Russie, fut une des principales causes des démêlés du comte de Strogonoff avec la Porte, et de son départ de Constantinople en 1822.

Le nombre des banquiers arméniens à Constantinople est d'à peu près quatre-vingts, et la fortune de quelques uns s'élève jusqu'à vingt-cinq millions de francs. L'influence politique de cette classe en Turquie, influence à laquelle on avait fait peu d'attention jusqu'ici, offre d'importantes ressources pour la réorganisation de l'empire. Les Arméniens, qu'on a nommés, avec raison les Suisses de l'Orient, emploieront leur crédit et leurs vastes capitaux, dès qu'ils pourront le faire avec sécurité, à vivifier le commerce et l'industrie du pays; ils établiront un lien avec les capitalistes d'Europe, éclaire-

ront et dirigeront ceux-ci dans les opérations qu'ils voudront tenter dans le Levant, et aideront la Porte à obtenir ce qui pour tous les États modernes est une condition d'existence, un crédit public.

Nous avons dit que les Turcs étaient essentiellement une nation de pasteurs. L'industrie pastorale est et doit continuer à être la principale source de richesse du pays; mais ce qui est plus important encore, elle doit conserver aux Turcs les vertus guerrières, les qualités morales qui les distinguent, et qui disparaîtraient bientôt, s'ils échangeaient la vie de loisirs, que leur avait faite la conquête, contre une vie de travail manufacturier ou même agricole. La vie pastorale est faite pour les vastes plaines de l'Asie-Mineure, où viennent se ramifier les chaînes du Taurus et les montagnes de l'Arménie, et dont le plus grand nombre des habitans sont aujourd'hui pasteurs. Les Turcs perfectionneront les belles races de chevaux, dont l'éducation est pour eux une passion, une richesse

et un élément de puissance militaire; ils multiplieront leurs races de moutons de la Caramanie, et les nombreux troupeaux de bêtes à cornes qui paissent dans les vallées de l'Asie-Mineure. Les tribus des Kurdes occupent une grande partie de ces pâturages du côté de l'est, et leur soumission à la Porte n'a été jusqu'ici que nominale. Reschid-Pacha, commandant de l'armée du Taurus, emploie les loisirs que lui laisse l'attitude pacifique de Mehemed-Ali à guerroyer avec ces Kurdes. Il incorpore les prisonniers dans ses troupes régulières. Les tribus soumises sont obligées de former des établissemens fixes (106). Cette guerre doit avoir des résultats importans; elle prépare et déblaie, pour ainsi dire, le véritable théâtre de la grandeur turque, l'Asie-Mineure, pays aujourd'hui dépouillé de villes et nourrissant une population bien inférieure à celle qu'elle pourrait contenir.

La culture des céréales peut prendre une grande extension, surtout dans la Thrace aujourd'hui inculte; cependant le labourage est

bien moins dans le génie de la nation que le *pâturage*. Constantinople tire aujourd'hui une partie de ses blés d'Odessa. Andrinople, Smyrne, Broussa, sont célèbres par leurs soies, et cet article, propre au climat, doit devenir un des principaux objets d'importation et d'exportation de la Turquie. La race laborieuse et infatigable des Bulgares de la Thrace et du Balkan est une pépinière de bons ouvriers de construction. Les Arméniens adroits et industrieux remplissent aujourd'hui déjà toutes les professions manufacturières (107), tandis que les sommités de la nation ont entre leurs mains, comme nous l'avons vu, la richesse et le crédit. Les Grecs, que la Porte ne sera plus désormais obligée de redouter, pourront se livrer à leur génie d'entreprise commerciale; ils pourront même de nouveau remplir utilement les fonctions diplomatiques. Enfin, Constantinople, Smyrne, par leur admirable position, occuperont toujours le premier rang parmi les Échelles du Levant, seront un point d'arrivée et de départ pour les vais-

seaux comme pour les caravanes; *ces flottes du désert* et serviront d'entrepôts au commerce de la Turquie, de l'Orient tout entier, avec l'Occident.

La fixation des rapports entre les musulmans et les rayas est une des questions les plus importantes et en même temps les plus ardues que la Porte ait aujourd'hui à résoudre. La difficulté est déjà tranchée pour les masses nationales qui habitent leur propre territoire, et qui sont devenues aujourd'hui indépendantes de droit et de fait, dans la Grèce. Dans la Servie, de même que dans les deux principautés, le contact des deux races a cessé. Les garnisons turques ont été obligées d'évacuer le territoire, ou n'ont conservé que quelques points fortifiés, et c'est à peine si quelques individus sont restés comme simples particuliers. Un gouvernement national a été établi. La Porte n'a donc plus à s'occuper du sort de ces populations; et, dans la question actuelle, il s'agit uniquement des rayas soumis à sa domination immédiate et habitant son propre territoire. Ces rayas sont placés jus-

SISMANOGLIO

qu'ici, par rapport aux musulmans, dans une condition exceptionnelle et inférieure. Le karatch ou capitation pèse toujours sur eux d'une manière dégradante; ce n'est pas un véritable impôt, mais une sorte de rançon payée par les rayas pour se racheter de la servitude et obtenir la protection du Gouvernement. D'anciennes lois, ou d'anciennes coutumes, leur défendent l'usage de certaines couleurs pour les turbans et les babouches, et même pour les maisons; on avait cru que le changement opéré par la réforme permettrait de donner un costume commun aux musulmans et aux rayas, mais une ordonnance, rendue dernièrement à Constantinople, a sévèrement interdit à ceux-ci l'usage du nouveau costume, en leur prescrivant, excepté à ceux qui font partie d'une corporation, de se contenter de leur vêtement national (108). Les rayas sont exclus des emplois publics et du service militaire; la loi continue à leur interdire le mariage et même toute liaison avec les femmes musulmanes, et la transgression de cette défense est

toujours punie de mort. Hommes et femmes ne peuvent se marier à des Francs, sans en avoir obtenu la permission expresse de l'autorité turque; même les membres des corporations marchandes de Constantinople sont soumis, dans beaucoup de cas, à un traitement sévère et ignominieux, et ce fait a été la cause des démêlés qui ont existé entre la Porte et la légation grecque à Constantinople. Cette position dégradante des rayas doit nécessairement changer, et peut-être même n'existerait-elle déjà plus si le sultan n'avait consulté que ses propres intentions; car il n'ignore pas combien, dans l'intérêt même de sa réforme, il a besoin de se concilier l'affection d'une classe si nombreuse et si puissante de ses sujets. Mais il semble avoir rencontré jusqu'ici un obstacle invincible dans la résistance de ses sujets musulmans.

Toutefois, si la querelle était purement religieuse, si la question n'était que de musulmans à chrétiens, une conciliation nous paraîtrait possible, même dans un temps rapproché. On a

déjà vu des musulmans et des chrétiens vivre sur un pied d'égalité et dans des relations amicales; on l'a vu en Espagne, lorsque les Maures y régnaient; on l'a vu dans plusieurs parties de la Turquie européenne. Le fameux Ali-Pacha était arrivé à organiser des régimens composés d'officiers et de soldats musulmans et chrétiens; il avait même osé faire administrer en Albanie des provinces mahométanes par un chrétien, et cette tentative n'avait soulevé aucune opposition.

Mais il n'y a pas ici seulement une question de foi religieuse, il y a une question de race. C'est la race ottomane proprement dite qui règne à Constantinople et dirige les affaires de l'empire dont elle a fait la grandeur; cette race traite avec dédain les Turcs d'Asie qui ont avec elle une commune origine; elle veut à plus forte raison rester distincte des musulmans d'Europe, qui ne parlent pas même sa langue. L'orgueil de cette race est fondé sur une supériorité réelle; elle a su conquérir l'empire et faire accepter à tant de peuples divers sa domination; en elle ré-

side le génie gouvernemental de la Turquie, l'espoir de sa régénération et de son avenir. Or, l'Orient est, comme nous l'avons dit, bien plus que l'Occident, un pays de caste et de race; et il y a dans cette disposition une base d'organisation bonne et utile, pourvu qu'elle perde le caractère exclusif qu'elle a toujours eu dans le passé. La différence des races n'est pas moins réelle que celle des individus: elle peut et doit également servir de base au classement social. C'est elle qui établit la présomption de capacité pour chaque homme, *présomption* que l'éducation et l'examen doivent ensuite *confirmer*. L'*égalité* telle que nous avons voulu l'établir est moins encore que chez nous réalisable en Orient. Le Coran même n'a pas pu accomplir la fusion qu'il recommandait entre toutes les classes des fidèles. Il serait inutile de tenter ce qu'il n'a pas pu faire.

Nous ne devons donc pas nous étonner des obstacles que rencontrent en Turquie les améliorations désirées dans le sort des rayas. Ils doi-

vent être affranchis sans doute de toutes les distinctions qui les dégradent; ils doivent recevoir tous les encouragemens, toutes les faveurs nécessaires à l'exercice de leur travail, au développement de leurs facultés; mais la question d'égalité entre eux et les Osmanlis ne peut pas être tranchée brusquement, elle se rattache à la question tout entière de la suprématie ottomane en Orient.

Une autre grande question est celle des rapports qui doivent exister à l'avenir entre le sultan et les races musulmanes, qui, sans rompre entièrement jusqu'ici leur lien de vasselage, ont réclamé une indépendance bien plus grande que par le passé.

Quelqu'un a dit que les Turcs étaient destinés à posséder inutilement le plus bel empire du monde. Ce fait, motivé par les circonstances pour le moins autant que par le caractère des Turcs et leur religion, a été malheureusement vrai jusqu'ici. Parmi toutes ces belles provinces demeurées stériles entre les mains des Turcs,

il n'en est pas de plus belle que l'Égypte. Craignant de la voir échapper à leur autorité, les sultans la laissèrent en proie à la rapacité et aux querelles des mameluks. La présence du pacha nommé par eux n'avait pour but que d'augmenter les dissentions, afin d'assurer leur pouvoir.

La France avait depuis long-temps les yeux tournés sur l'Égypte : elle voyait dans la conquête de cette province le moyen de réveiller la civilisation sur les bords de la Méditerranée, et de porter un coup sensible à la suprématie maritime de l'Angleterre, en rappelant le commerce de l'Inde dans ses anciens canaux. Bonaparte réalisa les desseins de la France. Les motifs de l'expédition, les avantages qui devaient en résulter pour l'Égypte et pour la France ont été signalés par lui dans ses Mémoires. On trouvera ces passages insérés dans nos notes; ils disent tout sur l'Égypte, même encore aujourd'hui (109).

Mehemed continua ce qu'avait commencé Napoléon, extermina les mamelucks, défit les Wa-

habites, conquit le Cordofan, le Sennaar, organisa une armée, créa une flotte et un arsenal, améliora le système d'inondation, introduisit des cultures nouvelles, tripla les revenus du pays, y établit la sécurité, admit les Arabes au service militaire, prit parmi eux ses employés civils, éleva ainsi la considération de la race arabe et diminua celle de la race turque jusque-là souveraine absolue dans le pays, enfin rendit à l'Égypte son indépendance, sa place parmi les nations. L'expédition de Mehemed-Ali en Syrie a aussi produit d'importans résultats pour la Turquie, la Syrie et l'Égypte. L'orgueil ottoman humilié à Koniah par un vassal reçut une utile leçon; l'Égypte obtint une nouvelle garantie à son indépendance politique; la Syrie fut arrachée à sa longue torpeur, initiée au service militaire, soumise à un régime administratif, vaincue dans son intolérance religieuse. Elle paya cher ce bienfait, sans doute; cependant ce fut un bienfait. Quelle qu'ait pu être la rigueur, la tyrannie déployée dans cette expédition, il est

certain qu'elle aura rendu un service signalé, non seulement à la Syrie, mais encore au monde entier. Jamais, si la Syrie fût demeurée turque, les Anglais n'auraient obtenu de la Porte ottomane, ou n'eussent pris d'eux-mêmes, la permission de faire explorer l'Euphrate par leurs bateaux à vapeur. Sous ce rapport, du moins, ils ont eu tort de blâmer la conduite de Mehemed (110).

Peu de temps après la victoire de Koniah, Mehemed, exalté par son triomphe, osa proposer aux grandes puissances de l'Europe, à l'Autriche, à la France, à l'Angleterre, de reconnaître son indépendance. Les instances de ses meilleurs amis ne purent le dissuader de faire cette démarche; elle fut mal accueillie, elle devait l'être. Il n'appartenait pas à l'Europe d'intervenir dans une question tout à fait religieuse, qui touchait à un des dogmes les plus fondamentaux de l'islamisme.

« La religion musulmane n'est inflexible que sur un seul point, l'unité, principe admirable

qui a fait la puissance des califes et celle des sultans, et dans lequel réside la facilité prodigieuse avec laquelle cette puissance peut revivre. » C'est ainsi que s'expriment MM. Cadalvène et Breuvery, dans l'*introduction* à leur voyage d'Orient. Après avoir posé ce principe, ils en ont très justement tiré la conséquence, en montrant que les croyances religieuses étaient aujourd'hui le seul lien commun des divers peuples habitans de l'empire des sultans, que l'orgueil du nom musulman était la seule passion commune au moyen de laquelle on pût espérer de former avec ces peuples non pas une monarchie turque ou une monarchie arabe, mais un empire musulman. La conséquence de ce fait doit être la conservation du lien de vasselage qui rattache encore l'Égypte à la Porte; du moins ce n'est pas l'Europe qui doit se charger de le briser. Tel a été en effet jusqu'ici le principe adopté par la diplomatie européenne.

Malgré les réformes souvent imprudentes qui ont affaibli, chez les sujets de l'empire turc,

le respect des anciennes coutumes, le principe d'unité de foi et d'autorité, *l'orgueil du nom musulman*, le respect pour le chef de l'islamisme, est encore puissant dans les populations de la Turquie. « Ceux qui se sont imaginé, a dit M. Rizzo, qu'Ali-Pacha pouvait devenir indépendant, ou qu'il aspirait à la souveraineté, ne connaissaient point les principes de l'islamisme et les bases du pouvoir théocratique des sultans. C'est aussi l'erreur de ceux qui raisonnent de la même manière à l'égard de Mehemed-Ali, pacha d'Égypte. Le sultan actuel, qui a le sentiment de ses forces religieuses et qui sait les employer, a prouvé que, pour renverser ce colosse d'Ali-Pacha de Jannina, il suffisait des anathèmes lancés contre lui de la part du prophète par l'organe du chef de l'État; à cette proscription terrible, tous, jusqu'à ses enfans, abandonnèrent le satrape (111). »

A l'époque où Mehemed-Ali envahit l'Asie-Mineure, l'opinion générale fut qu'il allait joindre

ses forces à celles du sultan pour l'intérêt commun de l'islamisme.

« L'entrée de son fils Ibrahim en Anatolie, dit un écrivain anglais, parut lier son plan aux intérêts de tous les peuples orientaux. On s'imaginait, en Géorgie comme ailleurs, que la marche d'Ibrahim-Pacha ne pouvait être qu'une mesure concertée avec le sultan, pour émanciper son empire de la tyrannie moscovite ; un éclair d'espoir et d'enthousiasme pénétra à travers la Géorgie jusqu'au Caucase (112). »

Cependant l'époque est passée où les principes exerçaient un empire inflexible et absolu. Que d'empiètemens n'a pas éprouvés le pouvoir spirituel des chefs de l'Église d'Occident ? De même, après la chute des dynasties arabes, le pouvoir des califes de Bagdad fut réduit à une autorité purement spirituelle; et si, en joignant le titre d'imam à celui de sultan, les souverains ottomans donnèrent à leur pouvoir son caractère actuel d'unité et d'universalité, des événemens

ultérieurs ont fait subir à ce pouvoir de nouvelles et graves modifications.

Le traité de Kaïnardji, imposé par les Russes en 1774, stipula l'indépendance des khans de Crimée. La Porte résista long-temps à cette concession : elle voyait que la Crimée allait tomber sous la domination russe; mais une autre considération l'alarmait plus encore, c'était la première fois qu'une nation musulmane était détachée de l'empire et soustraite à l'autorité du sultan. Ce précédent épouvantait la Porte ; mais enfin il fallut céder. Le divan confirma le traité par un accommodement qui fut signé à Constantinople sous le nom de *Convention explicative*. L'indépendance de la Crimée et la souveraineté du khan Sahin Guéraï y furent reconnues et confirmées définitivement. L'autorité du sultan fut réduite à une intervention purement spirituelle, et la Porte promit de ne jamais alléguer le prétexte de ce lien pour se mêler du pouvoir civil et politique des khans (113).

Ces modifications apportées au pouvoir des sultans n'ont peut-être fait qu'ajouter à sa force en le rendant plus flexible et capable de s'approprier à des circonstances plus diverses. Tel qu'il est, l'Europe a raison de vouloir le conserver. Ce qui reste de la vieille autorité du califat, habilement employé et modifié, peut servir à réorganiser l'Orient.

Mehemed-Ali paraît avoir lui-même reconnu cette vérité, et senti que, pour conserver les fruits de sa fortune passée, il devait savoir mettre une limite à ses vœux. Depuis quelque temps, il paraît s'être rapproché de la Porte. Il est certain du moins qu'une réaction a eu lieu en Egypte contre l'influence européenne. Un grand nombre d'employés européens qui se trouvaient au service du pacha, quelques uns même de ceux qui avaient embrassé l'islamisme, ont été renvoyés. La plupart des jeunes Egyptiens, élevés à Paris aux frais du pacha, ont été rappelés. L'influence des Turcs, des jeunes gens surtout qui ont reçu leur éducation en Europe, est devenue prédominante. Des bruits fort contradictoires ont couru sur les causes de ce changement; les plus probables l'ont attribué à un retour d'*esprit musulman* chez le pacha, qui, depuis la bataille de Koniah, a éprouvé contrariétés sur contrariétés. La dépopulation de l'Égypte, la décroissance de ses revenus, ses défaites dans l'Hedjias, les révoltes de la Syrie, la peste et le choléra sont venus tour à tour affliger Mehemed et ajouter au poids des soixante-sept années de vie qu'il compte déjà. Repoussé par l'Europe dans sa demande d'indépendance, est-il étonnant qu'il ait cherché à se réconcilier avec son suzerain, et compris, quel qu'ait été son passé, qu'il avait, en réalité, dans le présent, plus d'intérêts communs avec le chef de l'islamisme qu'avec tout autre (114)?

D'ailleurs, la question n'est pas seulement de savoir si l'Égypte conservera un lien de vasselage religieux à l'égard du sultan, mais si la race turque continuera à y dominer.

La révolution qui s'est opérée en Egypte est loin d'avoir entièrement anéanti la puissance

SISMANOGLIO

que les Turcs y possédèrent si long-temps. Né de la race ottomane, Mehemed-Ali n'a pas oublié son origine; il ne parle que turc; les emplois dans l'armée, y compris le grade de capitaine, appartiennent aux Turcs; ce sont les Turcs qui remplissent les principaux emplois administratifs et forment le conseil du vice-roi. Cette espèce de colonie turque est loin de mériter cependant, par sa moralité et ses talens, les priviléges qu'elle possède. Comme tous les hommes jetés loin de leur patrie et de leur famille, sans lien avec le pays qu'ils habitent et même avec celui qu'ils ont quitté, les Turcs d'Egypte laissent en général beaucoup à désirer sous le rapport de la moralité; la population indigène n'a que trop de motifs de n'aimer ni le pouvoir ni la supériorité qu'elle est obligée de leur accorder. On pourra se figurer comment est composée cette classe d'hommes en sachant que les jeunes prisonniers turcs faits à Koniah, quelles que fussent leur naissance et leur capacité, ont été désignés par le pacha pour entrer dans ses

écoles, et doivent fournir plus tard des officiers à l'armée. C'est ainsi que l'on recrute la classe gouvernante, depuis que les relations sont interrompues avec Constantinople, et que le Caucase n'envoie plus de jeunes esclaves pour réparer les vides dans les rangs des mameluks. D'un autre côté, la population indigène n'a présenté jusqu'ici aucun homme à véritable capacité politique. Est-ce la faute des circonstances, est-ce la faute du caractère arabe, qui, si l'on doit en juger par l'histoire, ne possède point le génie gouvernemental? Quoi qu'il en soit, le fait est positif.

Qu'arrivera-t-il à la mort de Mehemed-Ali? Son fils Ibrahim conservera-t-il le pouvoir? S'il le conserve, donnera-t-il l'autorité aux Arabes? Continuera-t-il, au contraire, à gouverner par les Turcs? Ou bien, enfin, Ibrahim sera-t-il dépouillé de la souveraineté conquise par son père? L'Egypte perdra-t-elle le fruit des efforts faits depuis tant d'années pour l'affranchir? Redeviendra-t-elle un pachalik de l'empire turc?

Ces deux dernières hypothèses nous semblent peu probables. La France, ni même l'Autriche, ne peuvent permettre désormais que l'Egypte perde son indépendance; leurs intérêts commerciaux et politiques s'y opposent; elles ne peuvent désirer s'en emparer pour leur propre compte, ni souffrir qu'une autre puissance s'en empare. Quand bien même une expédition européenne devrait momentanément occuper l'Egypte, dans un but de politique ou de civilisation, toujours faudrait-il que le pays eût un maître. On ne fera pas de l'Egypte une république; on ne lui donnera pas une dynastie arabe. Les républiques et les dynasties ne sont pas choses qui s'improvisent; on ne lui donnera pas davantage pour souverain le rejeton de quelque famille régnante d'Europe; ce serait blesser les croyances des Egyptiens et du monde musulman tout entier. Il faudra donc reconnaître ce qui existe, laisser le pouvoir à Mehemed-Ali, qui l'a conquis par tant d'efforts et tant d'habileté, pour lui et pour sa dynastie. Reconnu par l'Europe et par la

Turquie, sa suzeraine, Mehemed-Ali n'aurait plus besoin d'épuiser l'Egypte par un immense déploiement de force militaire; il n'aurait plus besoin de s'appuyer sur les Turcs; lui, ou tout au moins son fils, gouvernerait l'Egypte par les Arabes et pour les Arabes.

SISMANOGLIO

CHAPITRE VI.

INTERVENTION EUROPÉENNE EN ORIENT.

Une intervention européenne dans les affaires d'Orient est devenue imminente. Tant que la question d'Orient, à laquelle se rattachent toutes les autres questions politiques, ne sera pas résolue, l'état précaire où se trouve le monde continuera ; la guerre sera toujours à craindre, le désarmement impossible ; les ressources qui devraient être appliquées au développement d'une prospérité toute pacifique se consommeront,

SISMANOGLIO

comme par le passé, en préparatifs d'attaque et de défense. L'Europe est intervenue dans la lutte de l'émancipation grecque, pour affranchir son commerce, disait-elle, des pertes que lui causait la piraterie; des intérêts plus graves et plus positifs appellent aujourd'hui son intervention dans les affaires d'Orient.

D'ailleurs, on a souvent répété que nos populations, notre jeunesse surtout, étaient consumées d'une mystérieuse ardeur, qui ne savait à quoi se prendre, et qui avait besoin de l'Orient pour s'employer et s'utiliser. Pourquoi ne pas ouvrir aussitôt que possible ce monde nouveau à l'activité européenne? Comprimée en Occident, cette activité peut être funeste; transportée en Orient, elle deviendra bienfaisante.

C'était un grand homme cet Athénien, qui ne voulait point que la Grèce fût boiteuse, ni sa république sans contre-poids. Or, aujourd'hui, c'est le monde qui boite, parce qu'il marche sans l'Orient, et l'Occident a besoin de trouver un contre-poids dans l'autre hémisphère. L'Orient,

d'ailleurs, de son côté, nous appelle; il a des siècles de souffrance et de misère à effacer, et il renferme dans ses entrailles des trésors que la civilisation des vieux âges a entrevus, mais qu'il appartient à l'avenir de mettre au jour. Nous précipiterons-nous vers lui, sans ordre, comme firent nos pères, se ruant à la croisade? et encore ils mirent dans leurs entreprises tout le concert que permettaient les lumières de leur temps; ou bien agirons-nous avec ensemble, avec système? L'Europe entière se combinera-t-elle pour cette grande œuvre, et y trouvera-t-elle l'occasion de s'organiser elle-même, comme elle s'organisa, par les croisades, au moyen-âge?

Résumons ce que nous avons dit. Il y a deux civilisations distinctes, en Orient et en Occident. Elles peuvent s'entr'aider, s'associer, mais jamais se confondre. La France est à la tête de l'une, la Turquie est à la tête de l'autre; l'Autriche est entre ces deux mondes, recevant l'impulsion de l'un et de l'autre, transmettant de l'un à l'autre le mouvement qu'elle reçoit et les

ramenant sans cesse à l'équilibre. De ce fait, s'il est vrai, découle le système entier de l'intervention européenne. C'est sur la Turquie que doit s'appliquer avant tout l'action civilisatrice de l'Europe pour influer sur l'Orient, et cette action doit résulter des efforts simultanés de toutes les puissances combinées sous la direction de l'Autriche.

Le premier acte que la Turquie réclame de l'Occident est un acte de protection; elle doit être rassurée contre l'invasion de la Russie.

La Porte conserverait son autorité souveraine sur la Thrace et l'Asie-Mineure; son autorité suzeraine sur la Syrie et l'Égypte; elle conserverait son autorité religieuse sur toutes les populations musulmanes liées à elle par l'orthodoxie. Affranchie des embarras que lui suscite son autorité nominale ou contestée sur les peuples d'Albanie, d'Épire, de Thessalie, du Danube, elle pourrait désormais reporter toute son attention sur les améliorations nécessaires à la prospérité de ses sujets immédiats.

L'émancipation de la Grèce a créé en faveur de la Porte le précédent d'une indemnité payée par les tributaires émancipés. La même mesure ne pourrait-elle pas être appliquée aux nouveaux actes d'émancipation? La France a indemnisé les émigrés de la perte de leurs biens; l'Angleterre indemnise ses colons de la perte de leurs nègres, et, dans ce dernier cas, les nègres doivent travailler pour rembourser l'avance faite en leur faveur. Le même principe de haute justice ne doit-il pas être appliqué par l'Europe à la Turquie? L'obligation de *payer* leur affranchissement ne doit-elle pas être imposée aux rayas émancipés?

L'Europe ne devrait-elle pas aussi, comme elle l'a fait pour la Grèce, garantir pour la Turquie un emprunt directement négocié en faveur de cette puissance? Le riche Occident peut-il contribuer mieux que par le prêt de ses trésors à la régénération de l'Orient, appauvri et désolé? et y a-t-il aujourd'hui un plus beau champ à exploiter que l'Orient? N'y a-t-il pas là une

puissance productive qui sommeille, mais qui doit largement récompenser les efforts de ceux qui la mettront en œuvre, lorsqu'elle s'éveillera de nouveau? Et si même il existait des chances de perte, que seraient ces chances comparées aux dépenses qu'entraîne, pour les États européens, la continuation de l'état précaire où se trouve aujourd'hui l'Orient?

Toutefois, nous reconnaissons qu'il faudrait surveiller l'emploi des fonds remis à la Porte, mieux que ne l'a été celui des capitaux souscrits en faveur de la Grèce; ils pourraient être appliqués à une destination toute spéciale, par exemple à fortifier les passages qui conduisent à Constantinople, ceux du Rhodope et du Balkan, ceux du Caucase et du Taurus; à organiser le matériel de l'armée et de la flotte, etc., etc.

Mais, sans le vouloir, nous écrivons un programme, et rien n'est moins dans nos intentions que d'écrire un programme. Si la combinaison fondamentale que nous avons indiquée est bonne, elle se réalisera, et alors toutes les mesures ul-

térieures destinées à transmettre la civilisation de l'Occident à l'Orient seront une conséquence de ce premier pas. Dans le cas contraire, il serait inutile que nous ajoutassions gratuitement à la liste de nos erreurs.

Disons cependant que la Turquie a déjà fait de nombreux emprunts à la civilisation européenne. Elle a pris d'elle son organisation militaire, ses arts de construction maritime, ses arsenaux, quelques unes de ses formes administratives, le costume que portent ses soldats et ses fonctionnaires. L'industrie particulière a déjà trouvé en Turquie un champ utile à ses efforts; un service régulier de bateaux à vapeur unit maintenant Smyrne et Athènes à Constantinople, Constantinople à Vienne. Une compagnie anglaise a entrepris l'établissement de remorqueurs dans le Bosphore. Quelques rues de Constantinople vont être pour la première fois éclairées pendant la nuit. Des machines à filer la soie ont été importées.

Les arts, proscrits par la loi de Mahomet,

semblent devoir bientôt exercer sur ce peuple une influence puissante; les plus beaux morceaux de Rossini s'exécutent maintenant à Constantinople, et le sultan a bravé les anciens préjugés, jusqu'à faire solennellement installer son portrait dans la chambre du vaisseau amiral de sa flotte. Tous ceux qui ont habité Constantinople s'accordent à louer la beauté des fêtes publiques que le sultan aime à multiplier, et reconnaissent l'intérêt extraordinaire que le peuple prend aux réjouissances préparées pour lui sur ces beaux amphithéâtres du Bosphore.

Les protestans ont été les premiers à comprendre quel était le moyen, sinon le plus immédiat et le plus rapide, au moins le plus sûr de modifier la civilisation orientale; ce moyen, c'est l'éducation.

Dans ces pays où l'homme vit surtout pour la famille et par la famille, les traditions, les mœurs, les habitudes domestiques ont bien plus d'importance que chez nous, où la politique et la vie du monde absorbent les individus, leur

inculquent leurs principes, les enlacent de mille liens artificiels, les plient à leurs institutions, leur donnent une seconde éducation.

Des missionnaires américains, et quelques missionnaires anglais et allemands, ont établi des écoles en Turquie et en Grèce, à Constantinople, à Smyrne, même en Arménie, à Syra, à Athènes. En Turquie, ils n'ont encore pu s'adresser qu'aux rayas; leurs écoles sont très fréquentées: bien qu'on ait pu leur reprocher parfois des intentions de prosélytisme, dont on s'est fait une arme contre eux, il est certain qu'ils ont déjà produit un grand bien.

Dans les fêtes données dernièrement à l'occasion de la circoncision des fils du sultan, on a vu, pour la première fois, les enfans des écoles de rayas, Arméniens, juifs et Grecs, défiler en cérémonie devant le chef de l'empire.

Une tentative plus importante encore a été faite pour l'éducation des femmes en Grèce. A l'école de jeunes filles, que la société des missions avait déjà fondée à Athènes, une société de

dames américaines, a voulu joindre une école normale d'institutrices, dont les élèves, choisies parmi les jeunes filles du pays, sont élevées dans l'intérieur de l'école. Outre l'enseignement ordinaire, on leur apprend les devoirs et les travaux des mères de famille et des femmes de ménage. Ce sont des connaissances précieuses en Orient, où souvent les femmes ne savent pas même manier l'aiguille, et où la nonchalance, qui résulte de leur position sociale, arrête en elles le développement des qualités qui font le bonheur de la vie domestique. L'institution, confiée aux soins d'une femme, qui a compris toute l'importance de l'œuvre qu'elle dirige, n'a cessé de faire des progrès depuis sa fondation en 1834. Aujourd'hui trois cents petites filles fréquentent la salle d'asile et l'école primaire, tandis que vingt pensionnaires, destinées à devenir un jour institutrices, reçoivent, dans ce but, une éducation spéciale. Douze d'entre elles, choisies dans les diverses provinces, sont placées dans l'école, par le gouvernement, qui

fournit aux dépenses de leur éducation; les autres sont élevées aux frais de la société des dames américaines.

Les vues les plus élevées ont déterminé l'œuvre entreprise par ces dames : « Il appartient aux hommes, a dit l'une d'elles, dans un rapport à la société, de régler les institutions politiques d'un pays; mais il appartient aux femmes d'assurer la permanence de ces institutions par la première éducation et les habitudes domestiques qu'elles donnent à la génération naissante... Il y a, dans l'organisation de notre société, un trait qui la recommande spécialement à l'approbation des hommes vraiment religieux, c'est qu'elle est née d'un sentiment de sympathie toute chrétienne, que n'est venu obscurcir aucun intérêt de secte. Entièrement libres d'un pareil sentiment, indifférentes au nom, pourvu que la chose s'accomplisse, nous pourrons modifier nos mesures d'après les circonstances et d'après les connaissances que nous acquerrons; mais le

but primitif de nos efforts sera toujours devant nos yeux. »

Cette œuvre, qui améliore la civilisation à sa source, et qui, par là, convient si bien à l'Orient, pourrait être heureusement appliquée, même aux populations musulmanes, avec quelques modifications. Une école où de jeunes filles seraient élevées loin de leurs familles et sous la direction d'une maîtresse chrétienne serait contraire, sans doute, aux principes des musulmans, et ne réussirait point à s'établir; mais on pourrait former des institutrices parmi les Arméniennes en Turquie, parmi les Abyssiniennes en Égypte, et ces institutrices iraient donner leurs leçons dans quelques harems, où les jeunes filles du voisinage se rassembleraient. Il serait d'ailleurs nécessaire que l'instruction donnée par ces maîtresses ne cessât pas d'avoir pour objet principal les travaux du ménage et d'industrie féminine. L'importance d'une pareille éducation serait inappréciable dans un

pays où la vie des femmes s'écoule tout entière dans l'isolement du harem.

Revenons aux Turcs. Il y a, dans le rôle politique auquel ils sont appelés, un point dont nous ne nous sommes pas encore occupé, ce sont les droits et les devoirs que leur donne la possession de Constantinople.

« La position même de Constantinople a dit M. Urquhart rend les États environnans intéressés à soutenir les possesseurs de cette ville, à la fois *entrepôt*, *forteresse* et MÉTROPOLE. Ceci n'est point une circonstance incertaine et éphémère, c'est une conséquence à la fois de la disposition géographique du pays et de la présence hostile de masses septentrionales, qui sont telles aujourd'hui qu'elles étaient il y a trois mille ans. « Quoique les Byzantins, dit Polybe, recueil-
» lent, avant tous, les avantages de l'admirable
» position qu'ils occupent, cependant, comme
» nous obtenons, par leurs moyens, une foule
» d'objets qui nous sont de la plus grande uti-
» lité, il semble naturel qu'ils doivent être con-

» sidérés par les Grecs comme leurs bienfaiteurs » communs, et non seulement jouir de notre » reconnaissance, mais encore disposer de notre » secours pour repousser les tentatives que » pourraient faire contre eux leurs voisins du » nord (t. II, ch. XI). »

Les possesseurs de Constantinople ont à remplir, aujourd'hui, un rôle beaucoup plus important encore que celui que leur assignait Polybe. Leur mission ne se borne plus à servir de barrière à l'Occident contre l'Orient, il faut encore qu'ils soient les représentans de cette dernière moitié du monde envers l'Occident.

Une question d'un grand interêt se rattache à cette double mission; le passage des Dardanelles est ouvert à la marine marchande de toutes les nations; doit-il l'être également à leurs vaisseaux de guerre, ou bien doit-il être fermé pour tous, excepté pour la marine militaire des maîtres de Constantinople? Cette question a été soulevée à l'occasion d'un traité récent; elle est pendante en ce moment : nous nous

contentons de la signaler, sans essayer de la résoudre; elle ne peut l'être que par un congrès européen.

Une révolution fondamentale dans les principes du droit maritime semble aussi se rattacher au développement de la navigation dans la mer Noire et la mer Égée. Nous voulons parler de l'abolition du droit de course et du droit de prise en général, exercé par les puissances belligérantes envers les bâtimens marchands de leurs adversaires.

« Le droit des gens qui régit la guerre maritime, a dit Napoléon, dans ses considérations sur les neutres, est resté dans toute sa barbarie; les propriétés des particuliers sont confisquées; les individus non combattans sont faits prisonniers. Lorsque deux nations sont en guerre, tous les bâtimens de l'une ou de l'autre, naviguant sur les mers ou existant dans les ports, sont susceptibles d'être confisqués, et les individus à bord de ces bâtimens sont faits prisonniers de guerre. Ainsi, par une contradiction évidente,

un bâtiment anglais (dans l'hypothèse d'une guerre entre la France et l'Angleterre), qui se trouvera dans le port de Nantes, par exemple au moment de la déclaration de guerre, sera confisqué; les hommes à bord seront prisonniers de guerre, quoique non combattans et simples citoyens; tandis qu'un magasin de marchandises anglaises, appartenant à des Anglais existant dans la même ville, ne sera ni séquestré ni confisqué, et que les négocians anglais voyageant en France ne seront point prisonniers de guerre, et recevront leur itinéraire et les passeports nécessaires pour quitter le territoire. Un bâtiment anglais, naviguant et saisi par un vaisseau français, sera confisqué, quoique sa cargaison appartienne à des particuliers; les individus trouvés à bord de ce bâtiment seront prisonniers de guerre, quoique non combattans; et un convoi de cent charrettes de marchandises, appartenant à des Anglais et traversant la France au moment de la rupture entre les deux puissances, ne sera pas saisi.

» Dans la guerre de terre, les propriétés, même territoriales, que possèdent des sujets étrangers, ne sont point soumises à confiscation; elles le sont tout au plus au séquestre. Les lois qui régissent la guerre de terre sont donc plus conformes à la civilisation et au bien-être des particuliers; et il est à désirer qu'un temps vienne où les mêmes idées libérales s'étendent sur la guerre de mer, et que les armées navales de deux puissances puissent se battre sans donner lieu à la confiscation des navires marchands, et sans constituer prisonniers de guerre les simples matelots du commerce ou les passagers non militaires. Le commerce se ferait alors, sur mer, entre les nations belligérantes, comme il se fait, sur terre, au milieu des batailles que se livrent les armées. »

Sur l'Océan, et avec des bâtimens à voiles, l'exercice du droit de prise rendait la navigation des bâtimens marchands fort périlleuse sans doute; il leur restait cependant des chances de salut, et un assez grand nombre échappait aux croi-

sières et aux corsaires ennemis. Mais dans un bassin aussi resserré que la mer Noire, dans un archipel comme la mer Égée, comment échapper à une poursuite, dans laquelle les croiseurs devront presque toujours employer des bâtimens à vapeur? Et si une flotte bloquait les Dardanelles, quel moyen y aurait-il de se soustraire à sa surveillance? Sans doute, lorsque les bâtimens des parties belligérantes ne pourraient plus entrer dans la mer Noire et en sortir, les priviléges accordés aux bâtimens neutres, suppléeraient jusqu'à un certain point aux inconvéniens d'une interruption des relations maritimes. Mais encore, pour cela, faudrait-il que toutes les puissances fussent d'accord à reconnaître le principe, que le pavillon couvre la marchandise. L'admission universelle de ce principe serait à elle seule un grand bien; mais l'entière abolition du droit de prise serait plus digne du caractère généreux et éclairé de notre temps, bien plus profitable au commerce maritime en général, et particulièrement au

commerce de la mer Noire et de la Méditerranée.

Cependant l'intervention de l'Europe ne doit pas se borner à la Turquie seulement. Aujourd'hui c'est l'Orient tout entier qui s'ébranle et aspire à une vie nouvelle; partout il y a des questions politiques à décider; des perfectionnemens de civilisation européenne à importer; des enseignemens à recevoir et des exemples à imiter. Que vont devenir la Syrie et l'Égypte, l'Arabie, la Perse, le Caboul, le royaume de Lahor? Quelles relations nouvelles vont commencer avec cet empire de la Chine, dont la domination n'est pas moins étendue que celle de la Russie? Quelle sera la durée et quels seront les fruits de la domination anglaise dans l'Inde? A quelles destinées s'achemine l'archipel Indien, et cette île si extraordinaire de l'Australasie? Enfin, quel avenir se prépare pour cette Afrique et ces races noires qui nous touchent de si près?

Le voile qui couvrait une immense portion de a terre est aujourd'hui tombé. L'Asie est de-

venue comme diaphane, et l'œil de l'Europe la traverse de part en part; le nom de ses royaumes nous est devenu aussi familier que l'était à nos pères celui de nos provinces. Nous sentons que là se forme un monde nouveau; et avec la rapidité actuelle des communications, ce monde est à notre porte; nous ne pouvons rester indifférens à son apparition. Quel sera, dans ce vaste mouvement qui ne peut tarder à éclater, le rôle des diverses puissances européennes? Quelle part doivent y prendre les nations le plus directement intéressées: la Russie, l'Angleterre, la France, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie? Que de jalousies, de combats peuvent naître de ce concours s'il n'est point réglé! Mais est-ce là seulement une question européenne? « Il serait temps, disait dernièrement une feuille publique, de ne plus considérer les grandes questions politiques uniquement sous le rapport de l'intérêt que peut y avoir telle ou telle puissance européenne, la Russie, l'Angleterre ou la France; mais plutôt encore par rapport aux peuples directement in-

téressés dans ces questions, Grecs, Turcs, Égyptiens, Arabes, Persans, Arméniens, Indous, etc. L'égoïsme européen est si absolu, qu'il ne voit dans ces peuples autre chose qu'une matière à ses combinaisons, et il ne pense pas même que cette matière est d'une nature fort intelligente et peu compressible. »

L'exemple de la Grèce est bien suffisant pour montrer le danger qu'il y aurait à faire faire par les Occidentaux les affaires de l'Orient. Dans tout ce qui le concerne, il faut que l'Orient ait voix au chapitre et même voix prédominante. Il est impossible que les questions orientales soient traitées désormais dans un conseil où l'Orient ne serait pas représenté; et ici nous retrouvons la nécessité qui existe pour la politique, de recourir au génie de conciliation et d'équilibre de l'Autriche, au génie gouvernemental de la Turquie.

Délivrée désormais des attaques de la Porte qui l'ont si long-temps incommodée, reconnue par le sultan comme un sage conseil et une amie,

affranchie en même temps de la crainte d'exciter la jalousie de ses rivaux et surtout de la Russie, l'Autriche pourra, mieux que toute autre puissance, contribuer par ses efforts aux améliorations intérieures entreprises dans l'empire turc. Elle aura des agens toujours prêts pour cette œuvre dans ses Hongrois, liés par tant d'affinités, par celle même peut-être de la race à la nation turque. Cette sympathie, qui tant de fois, dans le passé, excita les alarmes de l'Autriche, deviendra pour elle en Turquie une cause de puissance et d'action. Tout en développant l'esprit de réforme, personne mieux qu'elle cependant ne saurait modérer cette manie occidentalique qui s'est emparée des principaux réformateurs de l'Orient, parce qu'éblouis de l'éclat de la civilisation occidentale ils n'avaient pas senti la nécessité, ni pris le temps de la modifier pour l'approprier à leurs peuples.

La régénération de la Turquie a dû commencer par celle de l'Égypte et de la Grèce, qui en sont comme les deux extrémités. Mais c'est à la

Turquie une fois régénérée, ou plutôt à mesure qu'elle se régénérera, qu'il appartient de rendre le mouvement à l'Orient et de l'appeler à une civilisation nouvelle sans heurter ses antiques usages, sans le priver de tout ce qu'il y a de bonheur dans ses mœurs antiques, sans l'exposer à voir son indépendance menacée par l'Occident. Un congrès européen, dirigé par l'Autriche et où siégerait la Turquie, tracerait en Asie une ligne de démarcation entre la Russie et l'Angleterre, détournerait cette dernière puissance de transformer en projets de conquête ses essais de navigation sur la mer Rouge et l'Euphrate, dirait à toute puissance occidentale ce qu'elle risquerait à vouloir se faire conquérante en Orient, au lieu d'y être purement civilisatrice et à vouloir ployer, par la force, les indigènes au joug d'institutions et de coutumes qui leur sont insupportables. D'un autre côté, la Turquie, par son autorité politique et religieuse sur les populations musulmanes, pourrait remplir à leur

égard le rôle d'initiatrice ; elle leur apprendrait à ne point se défier des bienfaits de l'Europe quand ils seraient en effet désintéressés ; son influence rendrait faciles et prompts des changemens qui, sans elle, ne pourraient s'accomplir qu'à force de rigueurs et de sang versé.

La race ottomane a, depuis long-temps, signalé son influence sur les populations de l'Orient; elle règne en Turquie, elle règne en Perse ; le vice-roi d'Égypte est un Ottoman ; les régences barbaresques se pliaient volontiers au Gouvernement des Turcs ; à Alger même, nous sommes obligés de prendre pour auxiliaires ces Turcs que nous étions venus pour en chasser et dont nous avons été obligés de reconnaître la capacité de direction à l'égard des peuples indigènes.

Cette politique civilisatrice pourra commencer aussitôt que les grandes puissances de l'Europe auront la volonté de l'adopter, et qu'elles se seront alliées pour s'occuper de l'Orient. La Turquie, lorsqu'elle verra son existence garantie,

son caractère politique apprécié, et que, pour la première fois, elle reconnaîtra, dans les puissances européennes, de l'unité, un système, un but bien arrêté, pourra immédiatement seconder les intentions de l'Europe. Cependant il faut bien reconnaître que pour aller plus loin, pour continuer la régénération, la réorganisation du monde oriental, ce monde lui-même ne devra pas rester passif, mais appeler, provoquer, éclairer les efforts de l'Europe. Un pareil événement est-il improbable ? Depuis la chute de Napoléon, n'est-ce pas en Orient que la vie s'est manifestée avec le plus d'énergie ; et un monde s'arrête-t-il après s'être ému ? Si l'Orient a eu des réformateurs aussi énergiques et aussi puissans que les Wahabites, Mehemed et Mahmoud, pourquoi n'aurait-il pas ses génies organisateurs, des hommes ayant, comme Osman, Mahomet II, Soliman le Magnifique, la conscience des destinées de leur race, ou, comme Mahomet, la conscience des destinées de l'Orient ? Rappe-

lons-nous qu'il s'agit d'une moitié de la terre, où tout procède par des changemens brusques et inattendus ; en Orient, aux époques de crise, la transition est rapide de ce qui n'est pas à ce qui est.